

Rapport de gestion
CORPORATION FIERA CAPITAL
Trimestre et semestre clos le 30 juin 2016



FIERACAPITAL

Table des matières

Mode de présentation	1
Déclarations prospectives.....	2
Vue d'ensemble de la Société	3
Événements importants	3
Vue d'ensemble des marchés et de la conjoncture économique.....	6
Sommaire du rendement du portefeuille	8
Principales tendances	9
Points saillants du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016	11
Sommaire des résultats trimestriels	13
Résultats d'exploitation et performance globale.....	16
Sommaire des résultats trimestriels	32
Situation de trésorerie et sources de financement.....	38
Contrôles et procédures.....	44
Instruments financiers	45
Gestion du capital	45
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	45
Nouvelles méthodes comptables.....	46
Mesures non conformes aux IFRS	48
Risques liés aux activités	49

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Le présent rapport de gestion, daté du 5 août 2016, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (« la Société » ou « Fiera Capital ») pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes au 30 juin 2016 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales entièrement détenues, soit Fonds Fiera Capital inc. (« FFCI »), qui est inscrite auprès de diverses commissions des valeurs mobilières provinciales à titre de courtier de fonds communs de placement et membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds communs de placement, et Fiera US Holding Inc. (qui détient Bel Air Investment Advisors LLC, Bel Air Management LLC, Bel Air Securities LLC, Fiera Capital Inc., soit anciennement Wilkinson O'Grady & Co. Inc., et Apex Capital Management (« Apex »)). Les autres filiales, y compris Fiera Infrastructure Inc. (« Fiera Infrastructure ») et Fiera Immobilier Limitée (« Fiera Immobilier »), sont aussi consolidées. Tous les soldes et transactions intersociétés ont été éliminés à la consolidation.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

MODE DE PRÉSENTATION

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et, par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour des états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2015 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrite à la note 3. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Le présent rapport de gestion doit aussi être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société pour 2015, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société présente le résultat ajusté avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ajusté »), le résultat net ajusté et le résultat en trésorerie comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS sont définies à la page 48.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, le rendement de ses placements, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Corporation Fiera Capital a été constituée en tant que Fry Investment Management Limitée en 1955 en vertu des lois de la province de l'Ontario. La Société est une entreprise nord-américaine de gestion de placements qui propose une gamme complète de solutions de placement traditionnelles et non traditionnelles, y compris une profonde expertise en répartition d'actifs. La Société offre des conseils en placement et des services connexes aux investisseurs institutionnels, à des clients en gestion privée et à des investisseurs au détail. Aux États-Unis, les services de conseils en placement sont offerts par des membres américains du groupe de Fiera Capital, qui sont des conseillers en placement inscrits auprès de la US Securities and Exchange Commission (« SEC »). Le siège social de la Société est situé au 1501, avenue McGill College, bureau 800, Montréal (Québec) Canada. Les actions de la Société se négocient à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « FSZ ».

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

À la clôture du premier semestre, les résultats de la Société démontraient de solides contributions de la part de tous les secteurs d'activité au Canada et aux États-Unis ainsi que sa capacité éprouvée à obtenir de nouveaux mandats.

Fiera Capital raffermit sa participation dans Fiera Immobilier

Le 4 avril 2016, les changements apportés à la structure de propriété de Fiera Immobilier ont pris effet à la suite des modifications apportées à la convention des actionnaires, donnant à Fiera Capital le contrôle effectif. Par conséquent, les résultats d'exploitation et la situation financière de Fiera Immobilier sont maintenant consolidés dans les états financiers de la Société.

Samson Capital Advisors et Wilkinson O'Grady exercent maintenant leurs activités sous le nom Fiera Capital

Le 4 avril 2016, Fiera Capital a annoncé que Samson Capital Advisors (« Samson ») et Wilkinson O'Grady Inc. & Co (« Wilkinson O'Grady ») exerceraient dorénavant leurs activités sous le nom Fiera Capital. La Société a fait l'acquisition de Samson et de Wilkinson O'Grady respectivement en 2015 et en 2013 et, ensemble, elles forment maintenant la pierre angulaire de la division américaine de Fiera Capital, Fiera Capital Inc.

Portée de distribution accrue grâce à un partenariat avec Bedrock

Le 6 avril 2016, la Société a étendu sa portée de distribution au Royaume-Uni et dans certains marchés européens. Conformément à la nouvelle entente exclusive, Fiera Capital et Bedrock ont lancé un fonds d'actions mondiales axé uniquement sur les positions acheteur, le 20 UGS (UCITS) Funds Fiera Global Equity, pour lequel Fiera Capital agit à titre de gestionnaire de placement. Ce fonds est maintenant offert aux clients de Bedrock par l'intermédiaire d'un fonds de placement collectif établi au Luxembourg et devrait initialement être offert en Europe.

Acquisition d'actifs en infrastructures de qualité

Le 20 avril 2016, Fiera Infrastructure a conclu une entente définitive avec Forum Equity Partners visant l'achat de cinq actifs de qualité de son portefeuille de partenariats public-privé. Les actifs sont répartis dans divers sous-secteurs et différentes régions et ils offrent des services essentiels aux Canadiens. Il s'agissait de la première acquisition d'envergure de Fiera Infrastructure. La plateforme nouvellement lancée profite ainsi de flux de trésorerie plus stables et récurrents.

Fiera Capital conclut l'acquisition d'Apex Capital Management

Le 1^{er} juin 2016, Fiera Capital a annoncé que sa filiale entièrement détenue Fiera US Holding Inc. avait conclu l'acquisition précédemment annoncée d'Apex Capital Management Inc. (« Apex »), soit un important gestionnaire d'actions de croissance américain dont les actifs sous gestion s'élevaient à environ 6,6 milliards de dollars américains au 30 juin 2016. Grâce à cette acquisition, Apex fait partie intégrante de la division américaine de Fiera Capital. Cette transaction a permis à Fiera Capital de doubler sa présence dans le marché des services aux investisseurs institutionnels et le marché des services de sous-conseils aux investisseurs individuels aux États-Unis.

Émission d'actions à Bel Air et à Natcan, tel qu'annoncé précédemment

Le 30 juin 2016, Fiera Capital a annoncé que, conformément à la convention d'achat et de vente qu'elle avait conclue aux fins de l'acquisition de Bel Air Investment Advisors LLC, entreprise établie à Los Angeles, en Californie, et d'un membre du même groupe que cette dernière, Bel Air Securities LLC (collectivement, « Bel Air »), dont la clôture a eu lieu le 31 octobre 2013, elle a émis à l'intention des associés vendeurs de Bel Air un total de 277 578 actions avec droit de vote subalterne de catégorie A (les « actions de catégorie A »), au prix de 12,24 \$ CA (ou 11,72 \$ US) l'action, ce qui correspond au cours des actions de catégorie A au moment de la signature de la convention d'achat et de vente. Dans le cadre de cette émission, Fiera Capital a aussi émis à l'intention de Gestion de portefeuille Natcan inc., filiale entièrement détenue de la Banque Nationale du Canada, 149 469 actions de catégorie A à un prix par action correspondant à celui auquel des actions de catégorie A ont été émises aux associés vendeurs de Bel Air. À la suite de cette émission, la Banque Nationale du Canada détient environ 21 % des actions de catégorie A et des actions avec droit de vote spécial de catégorie B émises et en circulation de Fiera Capital.

Événements postérieurs à la date de clôture

Dessaisissement de la participation de Fiera Capital dans Société en commandite Fiera Quantum

Comme prévu, la conclusion de la transaction a eu lieu le 18 juillet 2016. La réévaluation des actifs détenus en vue de la vente de Société en commandite Fiera Quantum (« Fiera Quantum ») constitue une transaction en deux volets, le premier ayant eu lieu au premier trimestre de 2016 lorsque Fiera Capital a réévalué les actifs non courants de manière à les ramener au moindre de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et qu'une réévaluation de 7,9 millions de dollars a été comptabilisée. Le deuxième volet a eu lieu le 18 juillet 2016, lorsque la Société a comptabilisé la contribution de la participation ne donnant pas le contrôle.

Conclusion de l'entente de coentreprise avec Aquila Infrastructure Management

Le 22 juillet 2016, la Société a conclu la transaction avec Aquila Infrastructure Management Inc. (« Aquila »), dont le siège social est situé à Toronto, et a officiellement accueilli une équipe de spécialistes qui possèdent de nombreuses années d'expérience et des connaissances approfondies du secteur des infrastructures. La coentreprise avec Aquila dispose d'environ 500 millions de dollars en capitaux investis et engagés et profite d'un solide bassin d'occasions de placement. Le portefeuille d'Aquila vient également ajouter un nouvel ensemble diversifié d'actifs internationaux comprenant notamment des projets hydroélectriques et des services publics réglementés. Cette transaction porte la valeur totale du portefeuille d'actifs en infrastructures de Fiera Capital à 1,2 milliard de dollars, ce qui comprend les capitaux investis et engagés de Fiera Infrastructure de 500 millions de dollars et 720 millions de dollars en dette d'infrastructures (au 31 mars 2016).

Larch Lane Advisors se joint à Fiera Capital

Le 27 juillet 2016, Fiera Capital Inc., division américaine de Fiera Capital, a conclu une entente au titre de laquelle elle intégrera l'ensemble de l'équipe et les stratégies actuelles de Larch Lane Advisors LLC (« Larch Lane »), société de conseils en placements non traditionnels. Cette transaction devrait être menée à terme le 1^{er} septembre 2016, date à laquelle l'équipe de Larch Lane devrait se joindre à celle de Fiera Capital. L'expertise de la nouvelle équipe permettra à Fiera Capital de renforcer ses capacités actuelles en matière de placements non traditionnels au Canada et d'intégrer aux activités qu'elle mène aux États-Unis une expertise pointue en gestion de placements non traditionnels, en gestion du risque, en comptabilité de fonds et en gestion d'entreprise.

VUE D'ENSEMBLE DES MARCHÉS ET DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Vue d'ensemble des marchés

Au deuxième trimestre de 2016, les marchés des titres à revenu fixe ont affiché des résultats positifs, puisque les investisseurs ont examiné tant les conséquences du vote des électeurs du Royaume-Uni pour la sortie du pays de l'Union européenne que la voie empruntée par les États-Unis en matière de politique monétaire, la Réserve fédérale ayant révisé à la baisse ses intentions en ce qui a trait aux taux d'intérêt futurs. En Amérique du Nord, les taux d'intérêt ont constamment suivi une tendance à la baisse, malgré le contexte fondamental acceptable aux États-Unis et au Canada. Toutefois, les taux d'intérêt ont été entraînés à la baisse par plusieurs facteurs mondiaux (plutôt que nationaux), plus précisément les risques liés aux conséquences du « Brexit » ainsi que les politiques monétaires hautement stimulantes des banques centrales étrangères. Par contre, le contexte de taux d'intérêt extrêmement faibles à l'étranger a alimenté l'appétit pour les titres à revenu fixe nord-américains à rendement élevé, puisque les investisseurs avides de rendement cherchent une option de rechange intéressante aux titres de créance souverains de plus des deux tiers des pays qui portent intérêt à des taux négatifs, ce qui a donné lieu à l'injection d'importants flux de capitaux dans le marché des titres à revenu fixe nord-américains et mis un frein au rendement des obligations.

Les marchés boursiers mondiaux ont offert des résultats mitigés au cours du deuxième trimestre de 2016. Encore une fois, les actions canadiennes ont dominé, le S&P/TSX dégagant un rendement fortement supérieur à celui de ses pairs à l'échelle mondiale. Les actions canadiennes ont fracassé la barre des 14 000 points, soit leur niveau le plus élevé depuis août dernier, puisque l'impulsion soutenue du secteur des marchandises a stimulé le marché fondé sur les ressources. Toutefois, à la fin de juin, l'incertitude entourant le vote en faveur du Brexit a refroidi les marchés boursiers. Pendant ce temps, le marché boursier américain a également affiché des résultats positifs, quoique plus modestes, pour le trimestre, en raison principalement de l'adoption par la Réserve fédérale d'une approche prudente pour ce qui est de sa politique monétaire afin de rassurer les investisseurs sur le fait que les autorités ne mettraient pas en jeu la reprise par une hausse prématurée des taux. En outre, même si le marché boursier américain s'est effondré à la suite du vote en faveur du Brexit, la confiance a été restaurée à la fin du mois et, par conséquent, le marché américain a récupéré les pertes enregistrées à la fin du mois. En revanche, les marchés boursiers internationaux ont affiché des résultats négatifs au deuxième trimestre, et ce, malgré les mesures de relance continues adoptées tant par la Banque centrale européenne et que par la Banque du Japon. Sans surprise, les actions européennes ont subi le plus gros de la baisse découlant du résultat du référendum tenu au Royaume-Uni en juin, puisque les investisseurs ont remis en question l'avenir de l'économie européenne dans la foulée d'une sortie du pays de l'Union européenne. En parallèle, les actions japonaises ont été plombées par la force constante du yen, qui a agi comme un frein sur les résultats nationaux prévus et, par conséquent, sur le rendement des actions.

Finalement, les bourses des pays des marchés émergents ont affiché des résultats légèrement positifs au cours du deuxième trimestre, puisque les perspectives de croissance ont continué à montrer des signes encourageants de stabilisation dans le contexte de politiques monétaires et budgétaires stimulantes. Les perspectives de croissance américaine continuent d'être alimentées par la vigueur de la consommation, qui a aidé à compenser un certain fléchissement des exportations nettes et des investissements des entreprises. Les données fondamentales sur les ménages demeurent saines, soutenues par l'amélioration du marché de l'emploi, la croissance de la valeur des maisons et les économies cumulées découlant de la baisse des prix de l'essence, ce qui devrait donner un coup de pouce à la confiance et aux dépenses. Parallèlement, après plusieurs mois de contraction, le secteur manufacturier semble finalement avoir atteint son point le plus bas, surtout maintenant que l'effet des vents contraires découlant du dollar américain élevé s'est estompé. Puisque le double mandat de la Réserve fédérale, qui consiste à atteindre le plein emploi et à stabiliser l'inflation, a en grande partie été réalisé, les taux d'intérêt devraient reprendre leur montée plus tard cette année. Toutefois, la Réserve fédérale s'est engagée à adopter une approche graduelle et prudente de

normalisation des taux, reflétant ainsi les risques potentiels de détérioration attribuables à l'instabilité des marchés des capitaux mondiaux, afin de ne pas mettre en péril la reprise économique aux États-Unis.

Vue d'ensemble de la conjoncture économique

Après avoir entamé l'année en lion, l'économie canadienne s'est enlisée au deuxième trimestre et se dirige carrément vers un repli, en raison de la perte de plus du quart de la production pétrolière du pays dans la foulée des incendies en Alberta. Un regain économique devrait cependant survenir au troisième trimestre, grâce à la progression des exportations et aux efforts de reconstruction dans le nord de l'Alberta, alors que l'ajustement économique au contexte de baisse des prix du pétrole se poursuit. Ainsi, pour l'instant, la Banque du Canada reste tranquillement sur la touche, trouvant un équilibre entre les répercussions économiques favorables découlant de la reprise de la demande américaine, un dollar canadien concurrentiel et des mesures de relance budgétaires imminentes contre la faiblesse transitoire observée au deuxième trimestre.

L'économie américaine a enregistré de bonnes avancées au deuxième trimestre après un début d'année manquant de conviction. Le consommateur a fait un retour en force et continue d'alimenter la progression, la hausse des salaires et des revenus disponibles entraînant une résurgence de la confiance et, par conséquent, des dépenses de consommation et des investissements dans le secteur résidentiel. Même le secteur manufacturier semble avoir atteint son plancher après l'effondrement de l'année dernière, les vents contraires découlant de la vigueur précédente du billet vert et de la faiblesse de la demande mondiale s'étant quelque peu estompés. Bien que la Réserve fédérale ait effectivement reconnu ce contexte intérieur favorable, les décideurs surveillent aussi les événements mondiaux et devraient vraisemblablement opter pour la prudence.

Dans la zone euro, tandis que les pressions inflationnistes ont refait surface et que les données économiques ont continué d'étonner par leur hausse dans la période précédant le référendum au Royaume-Uni, l'augmentation de l'incertitude et les risques de baisse associés aux ramifications politiques et économiques découlant de la sortie de l'Angleterre de l'Union européenne ont fait augmenter la probabilité d'un soutien continu de la Banque centrale européenne (« BCE »). Pendant ce temps, malgré les politiques monétaires très stimulantes déjà en place au Japon, le rythme obstinément lent de la croissance et les répercussions déflationnistes résultant de la vigueur persistante du yen justifient le recours à l'adoption de mesures additionnelles par la Banque du Japon et le gouvernement du pays.

L'économie chinoise continue de montrer des signes de stabilisation, ce qui suggère que les décideurs ont réussi à offrir le soutien monétaire et budgétaire approprié aux perspectives à court terme. Bien que le secteur manufacturier demeure morose, le reste de l'économie semble bien mieux se porter, mettant en évidence le rythme de croissance à deux vitesses de la deuxième économie mondiale, alors que les décideurs entreprennent un rééquilibrage structurel vers des sources de croissance plus durables axées davantage sur la consommation et moins sur les investissements et les échanges. Pendant ce temps, l'Inde demeure la vedette parmi les principales économies émergentes, propulsée par une forte demande intérieure. De plus, la reprise des prix des marchandises et la perspective d'un dollar américain plus stable devraient raviver l'optimisme et aider à endiguer les fuites de capitaux hors des marchés émergents.

SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Taux de rendement annualisés

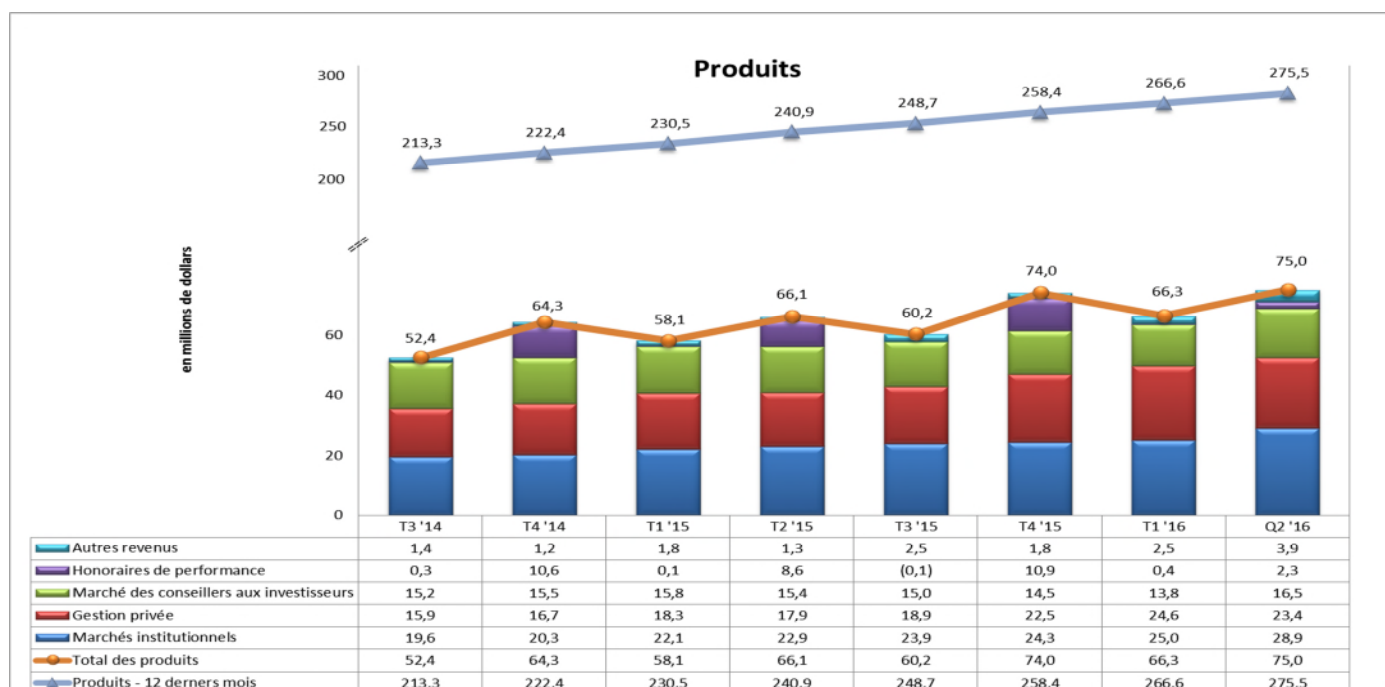
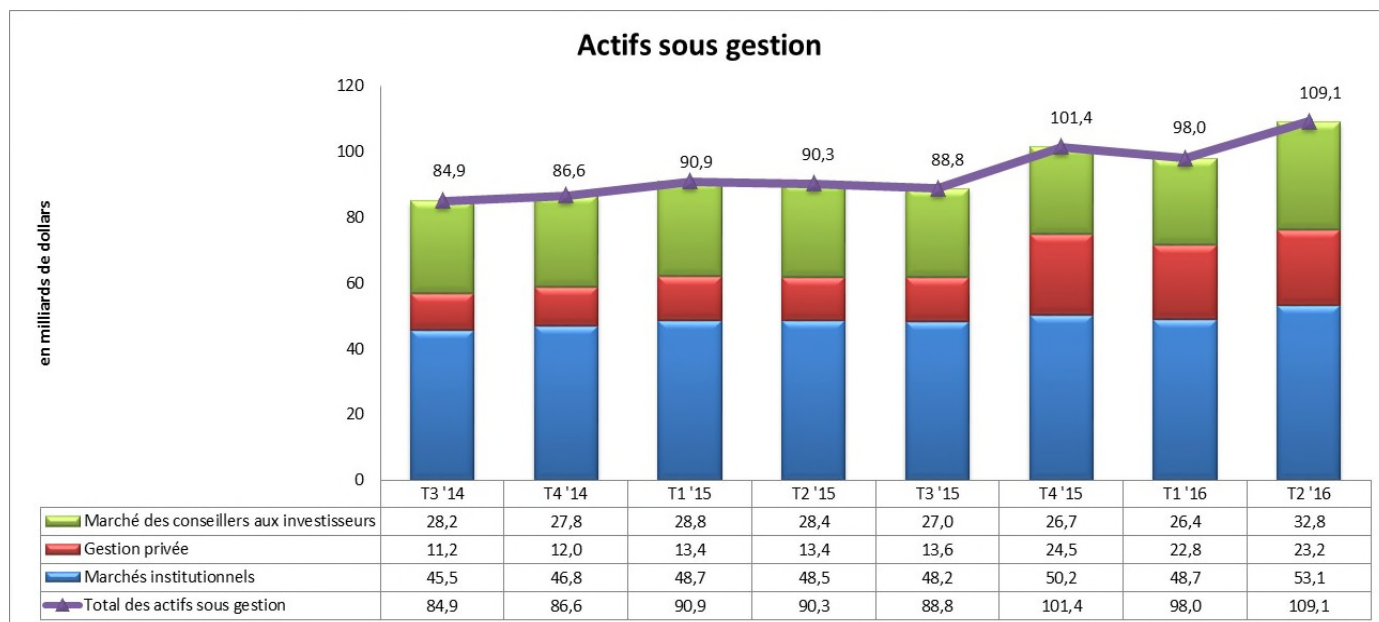
Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
Revenu fixe	62,2									
Revenu fixe – Gestion active univers		5,16	-0,06	Q3	5,35	0,17	Q2	1 ^{er} janv. 1997	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion tactique		5,18	-0,03	Q3	5,39	0,21	Q2	1 ^{er} janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		4,95	-0,26	Q3	5,45	0,27	Q2	1 ^{er} janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion active long terme		9,58	-0,32	Q3	8,47	-0,01	Q2	1 ^{er} juill. 1998	Indice à long terme FTSE TMX Canada	
Obligations à haut rendement		-0,23	-1,29	Q4	5,66	-0,32	Q4	1 ^{er} févr. 2002	Indice de référence à haut rendement	
Actions privilégiées – valeur relative		-7,10	2,57	s. o.	0,08	1,69	s. o.	1 ^{er} févr. 2004	Indice d'actions privilégiées S&P/TSX	
Obligations infrastructure		10,48	0,90	s. o.	8,92*	1,15*	s. o.	1 ^{er} août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE TMX Canada	
Équilibré	4,0									
Fonds équilibré « Core »		2,70	0,15	Q3	8,67	1,45	Q1	1 ^{er} sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	
Fonds équilibré intégré		2,36	0,10	Q3	9,49*	1,8*	Q2	1 ^{er} avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	
Fonds équilibré		3,77	1,27	Q2	8,31	1,24	Q2	1 ^{er} mars 1973	Indice de référence – équilibré	
Actions	39,4									
Actions canadiennes – Valeur		0,22	0,42	Q3	4,66	0,45	Q4	1 ^{er} janv. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Croissance		-1,34	-1,14	Q3	5,78	1,57	Q2	1 ^{er} janv. 2007	Indice composé plafonné S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		-2,65	-2,44	Q4	5,25	1,05	Q4	1 ^{er} janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions à revenu élevé		2,55	1,83	Q2	7,17	2,32	Q2	1 ^{er} oct. 2009	Indice composé à dividendes élevés S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		2,96	-6,83	Q2	9,93	10,02	Q2	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		2,54	-7,25	Q2	9,25	9,34	Q2	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		9,25	1,07	Q1	20,98	2,03	Q1	1 ^{er} avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		1,66	8,20	Q1	12,43	4,53	Q1	1 ^{er} janv. 2010	Indice MSCI EAEO net (\$ CA)	
Actions mondiales		6,37	5,24	Q1	17,24	4,09	Q1	1 ^{er} oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
Placements non traditionnels	3,5									
Fonds – Marché neutre nord-américain		2,78	2,29	s. o.	4,38	3,54	s. o.	1 ^{er} oct. 2007	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds – Actions « Long/Short »		7,83	7,35	s. o.	14,61	13,75	s. o.	1 ^{er} août 2010	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds – Financement diversifié		6,51	6,02	s. o.	7,20	6,34	s. o.	1 ^{er} avr. 2008	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		4,51	2,95	s. o.	4,37	1,70	s. o.	1 ^{er} nov. 2009	Indice à court terme FTSE TMX Canada	
Fonds – Infrastructure		4,60	s. o.	s. o.	6,14	s. o.	s. o.	1 ^{er} mars 2010	Aucun indice de référence	
Fonds – Immobilier		4,73	s. o.	s. o.	4,66*	s. o.	s. o.	1 ^{er} juill. 2013	Aucun indice de référence	
Total	109,1									

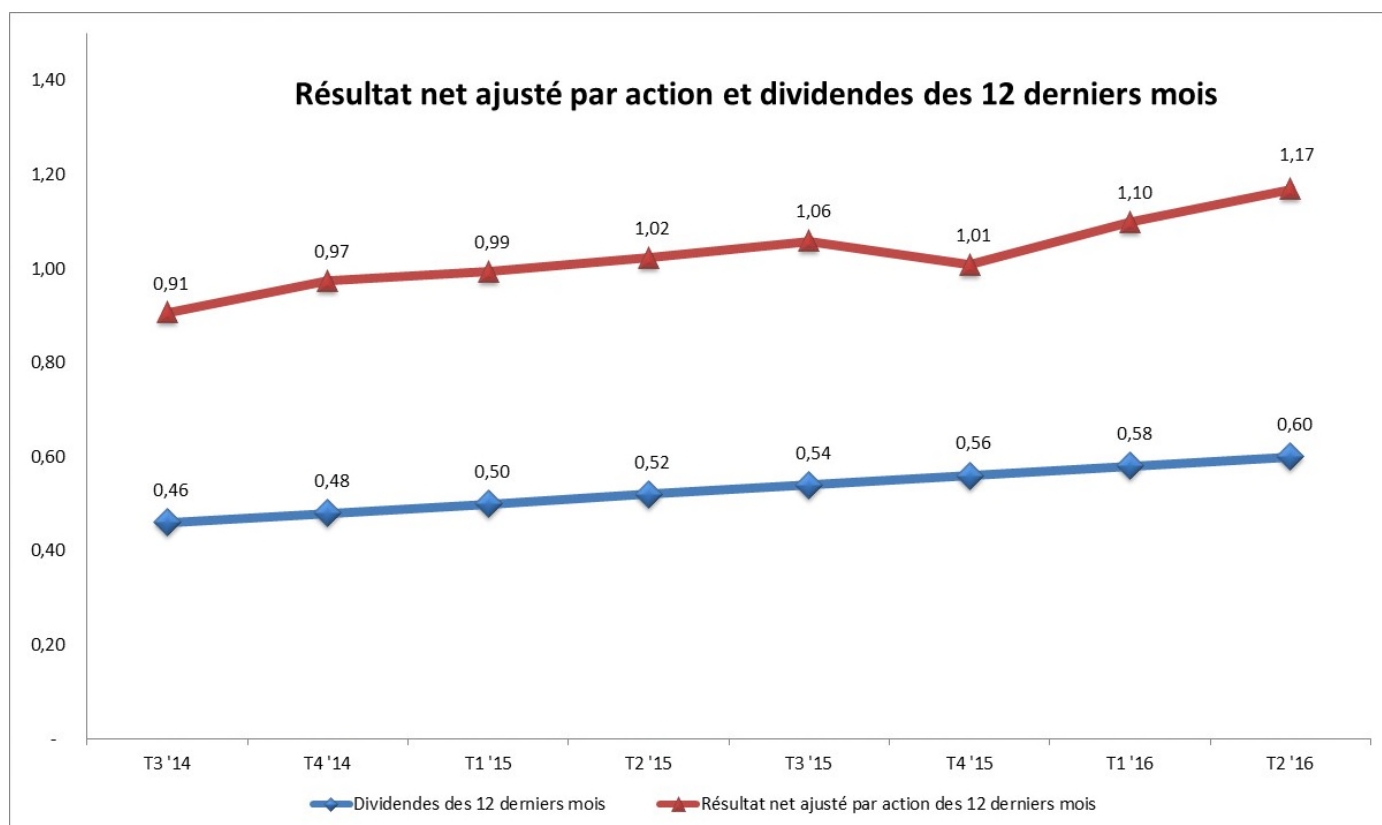
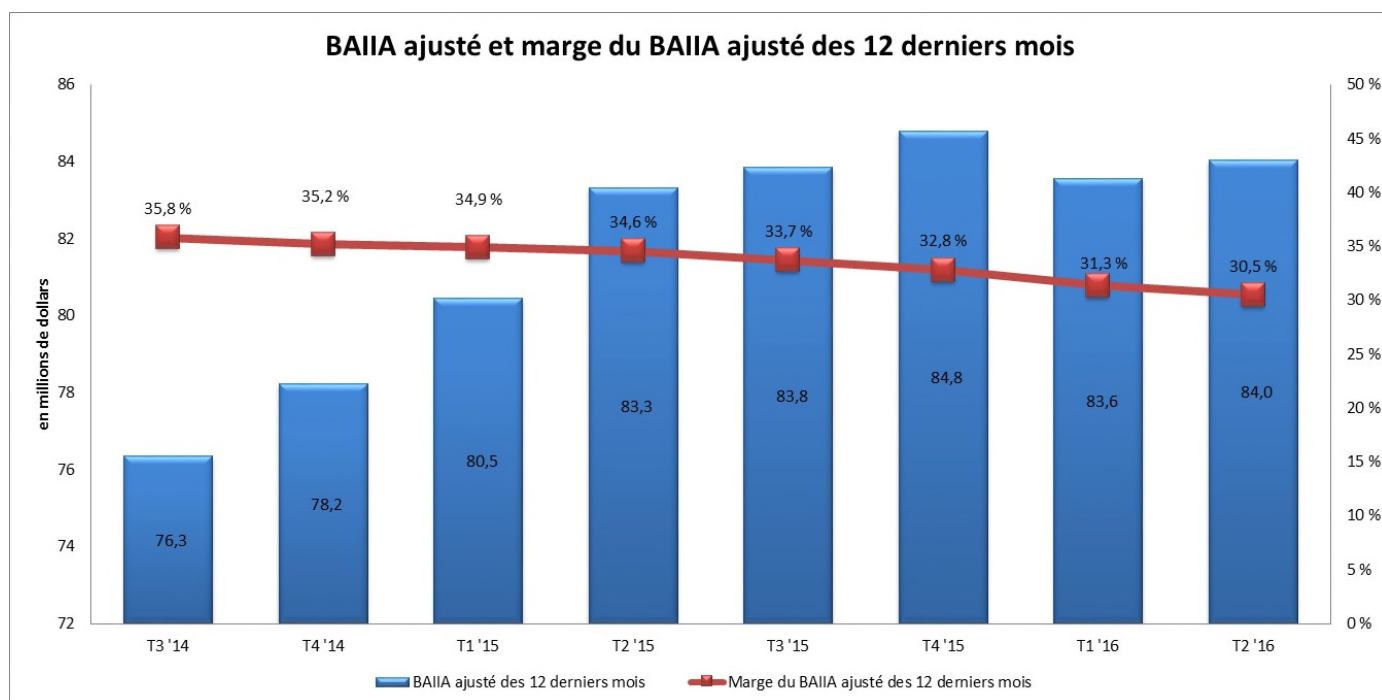
Notes :

- Composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
- Composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
- Composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
- Composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde Net (\$ CA).
- Tous les rendements, y compris ceux des obligations à haut rendement, des actions américaines, des actions internationales et des actions mondiales, sont exprimés en dollars canadiens.
- Tous les rendements présentés sont annualisés.
- Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion et des frais de garde, mais après déduction des coûts de transaction.
- Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
- Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
- Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
- Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
- La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
- Les fonds composés et les fonds en gestion commune ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
- Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

PRINCIPALES TENDANCES

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les 12 derniers mois, ainsi que le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat ajusté par action et les dividendes pour les 12 derniers mois. L'analyse de ces tendances est présentée sous la rubrique *Analyse des résultats et des tendances*, à la page 33.





POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE ET DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2016

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 18,8 milliards de dollars, ou 21 %, pour se fixer à 109,1 milliards de dollars au 30 juin 2016, contre des actifs sous gestion de 90,3 milliards de dollars au 30 juin 2015.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016 se sont accrus de 15,2 millions de dollars, ou 26 %, pour s'établir à 72,7 millions de dollars par rapport aux 57,5 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 2,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 8,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 7,5 millions de dollars, ou 16 %, pour se chiffrer à 54,0 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, alors qu'ils avaient été de 46,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le BAIIA ajusté a progressé de 0,4 million de dollars, ou 2 %, pour atteindre 23,5 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 23,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,32 \$ (de base et dilué) pour le deuxième trimestre de 2016, contre 0,33 \$ (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 7,9 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué), en hausse de 0,4 million de dollars, ou 5 %, par rapport à celui du deuxième trimestre clos le 30 juin 2015, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 7,5 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016 s'est élevé à 23,7 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action (de base et dilué), contre 18,1 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2015.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 11,1 milliards de dollars, ou 11 %, pour se fixer à 109,1 milliards de dollars au 30 juin 2016, contre 98,0 milliards de dollars au 31 mars 2016.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016 ont augmenté de 6,8 millions de dollars, ou 10 %, pour s'établir à 72,7 millions de dollars par rapport aux 65,9 millions de dollars du trimestre précédent clos le 31 mars 2016.
- › Les honoraires de performance ont été de 2,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 0,4 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Les honoraires de performance sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 0,3 million de dollars, ou 0,6 %, pour se chiffrer à 54,0 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, alors qu'ils avaient été de 53,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016.
- › Le BAIIA ajusté a progressé de 7,3 millions de dollars, ou 45 %, pour atteindre 23,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 16,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,32 \$ (de base et dilué) pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 0,22 \$ (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016.
- › Le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 7,9 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué), comparativement à 7,3 millions de dollars, ou 0,10 \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016, soit une augmentation de 0,6 million de dollars, ou 8 %.
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016 s'est élevé à 23,7 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action (de base et dilué), contre 21,9 millions de dollars, ou 0,30 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le semestre clos le 30 juin 2016 ont augmenté de 23,1 millions de dollars, ou 20 %, pour s'établir à 138,6 millions de dollars par rapport aux 115,5 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 2,7 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, contre 8,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 19,0 millions de dollars, ou 21 %, pour se chiffrer à 107,7 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, alors qu'ils avaient été de 88,7 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2015.
- › Le BAIIA ajusté a reculé de 0,7 million de dollars, ou 2 %, pour atteindre 39,7 millions de dollars au semestre clos le 30 juin 2016, contre 40,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,54 \$ (de base et dilué) pour le semestre clos le 30 juin 2016, contre 0,58 \$ (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le semestre clos le 30 juin 2016 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 15,2 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), en hausse de 3,9 millions de dollars, ou 35 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, au cours de laquelle le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 11,3 millions de dollars, ou 0,16 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2016 s'est élevé à 45,6 millions de dollars, ou 0,63 \$ par action (de base) et 0,62 \$ par action (dilué), contre 30,9 millions de dollars, ou 0,44 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Tableau 1 – États du résultat net et actifs sous gestion

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	30 JUIN 2016	31 MARS 2016	30 JUIN 2015	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Actifs sous gestion	109 136	97 988	90 291	11 148	18 845

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 JUIN 2016	LE 31 MARS 2016	LE 30 JUIN 2015	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	68 804	63 415	56 135	5 389	12 669
Honoraires de performance – actifs traditionnels	646	289	424	357	222
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	1 672	83	8 219	1 589	(6 547)
Autres revenus	3 861	2 497	1 365	1 364	2 496
Total des produits	74 983	66 284	66 143	8 699	8 840
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	53 289	52 794	45 373	(495)	(7 916)
Frais des gestionnaires externes	743	883	1 138	140	395
Amortissement des immobilisations corporelles	824	831	455	7	(369)
Amortissement des immobilisations incorporelles	8 464	7 545	6 619	(919)	(1 845)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	2 536	2 390	2 595	(146)	59
Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat	694	704	636	10	(58)
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	3 894	518	118	(3 376)	(3 776)
Frais d'acquisition	2 054	3 708	187	1 654	(1 867)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(265)	(354)	(276)	(89)	(11)
Profit sur la cession d'une participation dans une coentreprise	–	(15 013)	–	(15 013)	–
Profit sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise	(5 827)	–	–	5 827	5 827
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	–	7 921	–	7 921	–
Autres (produits) charges ³⁾	(2)	(61)	(415)	(59)	(413)
Total des charges	66 404	61 866	56 430	(4 538)	(9 974)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	8 579	4 418	9 713	4 161	(1 134)
Impôt sur le résultat	276	506	2 664	230	2 388
Résultat net	8 303	3 912	7 049	4 391	1 254
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	7 901	7 280	7 541	621	360
À la participation ne donnant pas le contrôle	402	(3 368)	(492)	3 770	894
Résultat net	8 303	3 912	7 049	4 391	1 254
PAR ACTION (DE BASE)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,32	0,22	0,33	0,10	(0,01)
Résultat net	0,11	0,10	0,11	0,01	–
Résultat net ajusté ¹⁾	0,32	0,30	0,26	0,02	0,06
PAR ACTION (DILUÉ)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,32	0,22	0,33	0,10	(0,01)
Résultat net	0,11	0,10	0,11	0,01	–
Résultat net ajusté ¹⁾	0,32	0,30	0,26	0,02	0,06

¹⁾ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 48.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

³⁾ Les autres charges (produits) tiennent compte des postes suivants : « Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements », « Quote-part du résultat net des coentreprises » et « Profit sur la dilution des participations dans des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 1 – États du résultat net et actifs sous gestion (suite)

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	SEMESTRES CLOS		VARIATION
	LE 30 JUIN 2016	LE 30 JUIN 2015	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits			
Honoraires de gestion	132 219	112 316	19 903
Honoraires de performance – actifs traditionnels	935	478	457
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	1 755	8 273	(6 518)
Autres revenus	6 358	3 137	3 221
Total des produits	141 267	124 204	17 063
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	106 083	85 929	(20 154)
Frais des gestionnaires externes	1 626	2 723	1 097
Amortissement des immobilisations corporelles	1 655	897	(758)
Amortissement des immobilisations incorporelles	16 009	13 241	(2 768)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	4 926	4 739	(187)
Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat	1 398	1 271	(127)
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	4 412	1 120	(3 292)
Frais d'acquisition	5 762	1 247	(4 515)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(619)	876	1 495
Profit sur la cession d'une participation dans une coentreprise	(15 013)	–	15 013
Profit sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise	(5 827)	–	5 827
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	7 921	–	(7 921)
Autres (produits) charges ³⁾	(63)	(735)	(672)
Total des charges	128 270	111 308	(16 962)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	12 997	12 896	101
Impôt sur le résultat	782	2 924	2 142
Résultat net	12 215	9 972	2 243
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Société	15 181	11 253	3 928
À la participation ne donnant pas le contrôle	(2 966)	(1 281)	(1 685)
Résultat net	12 215	9 972	2 243
PAR ACTION (DE BASE)			
BAIIA ajusté ¹⁾	0,54	0,58	(0,04)
Résultat net	0,21	0,16	0,05
Résultat net ajusté ¹⁾	0,63	0,44	0,19
PAR ACTION (DILUÉ)			
BAIIA ajusté ¹⁾	0,54	0,58	(0,04)
Résultat net	0,21	0,16	0,05
Résultat net ajusté ¹⁾	0,62	0,44	0,18

¹⁾ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 48.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

³⁾ Les autres charges (produits) tiennent compte des postes suivants : « Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements », « Quote-part du résultat net des coentreprises » et « Profit sur la dilution des participations dans des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 2 – Données choisies des états de la situation financière (en milliers de dollars)

	30 JUIN 2016	31 DÉCEMBRE 2015
Trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	21 149	33 322
Débiteurs	69 719	65 435
Autres actifs courants	5 253	13 366
Total des actifs courants	96 121	112 123
Immobilisations incorporelles	466 280	322 975
Goodwill	422 206	391 347
Participation dans des coentreprises	–	6 460
Autres actifs non courants	20 389	23 752
Total des actifs	1 004 996	856 657
Créditeurs et charges à payer	41 606	50 784
Autres passifs courants	10 889	15 139
Total des passifs courants	52 495	65 923
Impôt sur le résultat différé	9 639	12 566
Dette à long terme	357 632	264 226
Obligations au titre du prix d'achat	31 783	30 674
Instruments financiers dérivés	771	1 390
Autres passifs non courants	14 469	11 850
Total des passifs	466 789	386 629
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	537 379	474 938
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	828	(4 910)
	538 207	470 028
Total des passifs et des capitaux propres	1 004 996	856 657

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE

Actifs sous gestion

Les niveaux des actifs sous gestion jouent un rôle déterminant dans les activités de Fiera Capital. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du niveau des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du niveau des retraits (« perdus »); iii) du niveau des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou d'une cession d'entreprise (« cession »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. Dans le présent rapport de gestion, la Société analyse ses résultats en fonction de ses catégories de clientèle.

Les tableaux 3, 4 et 5 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 3 – Actifs sous gestion¹⁾ (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 30 JUIN 2016	LE 31 MARS 2016	LE 30 JUIN 2015
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	97 988	101 431	90 927
Variation nette	2 915	(2 077)	(636)
Acquisitions/ajustements	8 233	(1 366)	–
Actifs sous gestion à la clôture de la période	109 136	97 988	90 291

¹⁾ Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 4 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	31 MARS 2016	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	30 JUIN 2016
Marchés institutionnels	48 731	445	(373)	232	1 583	46	2 446 ¹⁾	53 110
Gestion privée	22 810	243	(113)	(190)	333	81	–	23 164
Marché des conseillers aux investisseurs	26 447	68	(70)	(194)	824	–	5 787 ²⁾	32 862
Actifs sous gestion à la clôture de la période	97 988	756	(556)	(152)	2 740	127	8 233	109 136

¹⁾ Montant de 2,8 milliards de dollars lié à Apex; montant de (0,4) milliard de dollars pour l'ajustement de la présentation de Fiera Immobilier.

²⁾ Montant de 5,8 milliards de dollars lié à Apex.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations trimestrielles

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 11,1 milliards de dollars, ou 11 %, pour s'établir à 109,1 milliards de dollars au 30 juin 2016, contre 98,0 milliards de dollars au 31 mars 2016. Cette augmentation s'explique principalement par l'acquisition d'Apex, qui totalisait 8,6 milliards de dollars en actifs sous gestion, conjuguée à l'appréciation des marchés de 2,7 milliards de dollars et aux nouveaux mandats de 0,8 milliard de dollars durant la période. Ces augmentations des actifs sous gestion ont été en partie annulées par des mandats perdus de 0,6 milliard de dollars et par une contribution nette négative de 0,2 milliard de dollars pour le trimestre. Enfin, les fluctuations du dollar américain ont eu une incidence favorable chiffrée à environ 0,1 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du deuxième trimestre.

Les actifs sous gestion du secteur des Marchés institutionnels ont inscrit une hausse de 4,4 milliards de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 53,1 milliards de dollars au 30 juin 2016, contre 48,7 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Cette hausse est principalement attribuable à l'inclusion des actifs d'Apex pour un montant de 2,8 milliards de dollars, conjuguée à une appréciation des marchés de 1,6 milliard de dollars et à de nouveaux mandats de 0,4 milliard de dollars, surtout dans les stratégies de placement Actions mondiales et Actions internationales ainsi que la stratégie Équilibré. Ces hausses ont été en partie annulées par des pertes de clients s'élevant à 0,2 milliard de dollars, en raison principalement de clients qui ont soit fusionné leurs activités avec un autre régime de retraite, soit décidé de convertir en rente les obligations découlant de leurs régimes de retraite.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 0,4 milliard de dollars, ou 2 %, pour atteindre 23,2 milliards de dollars au 30 juin 2016, comparativement à 22,8 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'appréciation des marchés de 0,3 milliard de dollars, combinée aux nouveaux mandats de 0,2 milliard de dollars, en partie contrebalancés par les mandats perdus de 0,1 milliard de dollars et la contribution nette négative de 0,2 milliard de dollars au cours de la période.

Les actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont affiché une hausse de 6,5 milliards de dollars, ou 25 %, pour s'établir à 32,9 milliards de dollars au 30 juin 2016, contre 26,4 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Cette hausse est principalement attribuable à l'acquisition d'Apex, qui a totalisé 5,8 milliards de dollars en actifs sous gestion, combinée à l'appréciation des marchés de 0,8 milliard de dollars, en partie contrebalancée par la contribution nette négative de 0,2 milliard de dollars au cours de la période.

Tableau 5 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation depuis l'ouverture de l'exercice (en millions de dollars)

	31 DÉCEMBRE 2015	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	30 JUIN 2016
Marchés institutionnels	50 177	1 355	(1 509)	(210)	2 212	(245)	1 330 ¹⁾	53 110
Gestion privée	24 538	545	(379)	(266)	238	(1 370)	(142) ²⁾	23 164
Marché des conseillers aux investisseurs	26 716	129	(80)	(449)	868	–	5 678 ³⁾	32 862
Actifs sous gestion à la clôture de la période	101 431	2 029	(1 968)	(925)	3 318	(1 615)	6 866	109 136

¹⁾ Montant de 2,8 milliards de dollars lié à Apex, montant de (1,2) milliard de dollars sur la cession d'Axium, montant de (0,4) milliard de dollars pour l'ajustement de la présentation de Fiera Immobilier et montant de 0,1 milliard de dollars pour le reclassement hors du secteur Gestion privée.

²⁾ Montant de (0,1) milliard de dollars pour le reclassement dans le secteur Marchés institutionnels.

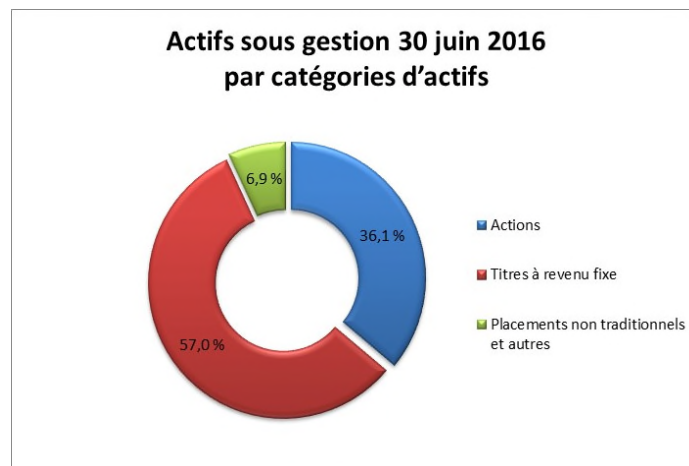
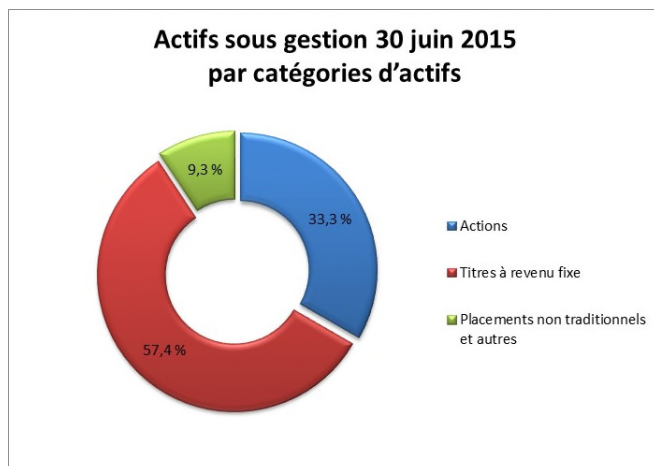
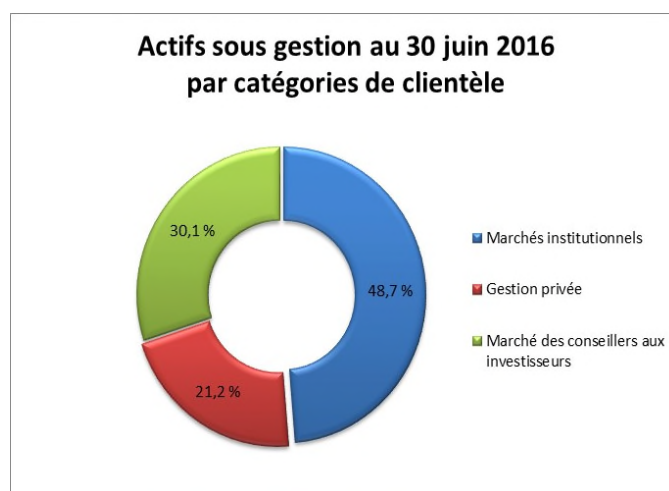
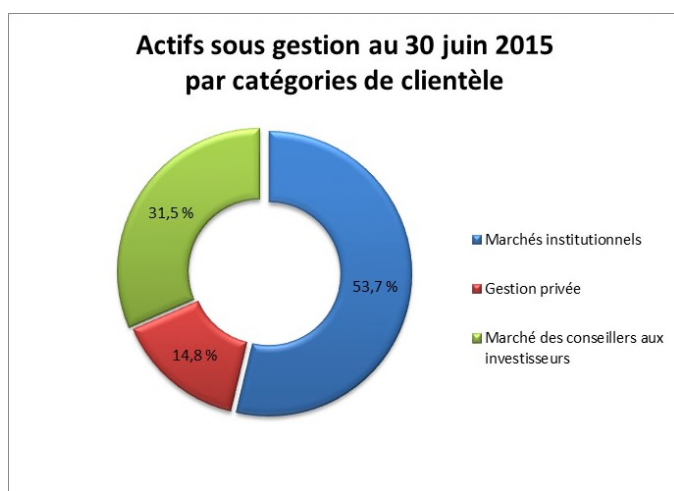
³⁾ Montant de 5,8 milliards de dollars lié à Apex et montant de (0,1) milliard de dollars pour ajuster la valeur d'un mandat particulier.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations depuis l'ouverture de l'exercice

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 7,7 milliards de dollars, ou 8 %, pour s'établir à 109,1 milliards de dollars au 30 juin 2016, contre 101,4 milliards de dollars au 31 décembre 2015. Cette augmentation s'explique principalement par l'inclusion de 8,6 milliards de dollars découlant de l'acquisition d'Apex, conjuguée à l'appréciation des marchés de 3,3 milliards de dollars et à l'obtention de nouveaux mandats de 2,0 milliards de dollars, provenant surtout de la clientèle du secteur des Marchés institutionnels et de la Gestion privée au cours de la période, ce qui a été atténué par des mandats perdus se chiffrant à 2,0 milliards de dollars, par la cession des actifs d'Axium s'établissant à 1,2 milliard de dollars et par la contribution nette négative de 0,9 milliard de dollars. Enfin, les fluctuations du dollar américain ont eu une incidence défavorable chiffrée à environ 1,6 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du semestre clos le 30 juin 2016.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 30 juin 2015 et au 30 juin 2016.



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus comprennent les frais de courtage et honoraires de consultation ainsi que les revenus non récurrents, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion.

Tableau 6 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 JUIN 2016	LE 31 MARS 2016	LE 30 JUIN 2015	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	28 842	24 993	22 881	3 849	5 961
Gestion privée	23 431	24 616	17 883	(1 185)	5 548
Marché des conseillers aux investisseurs	16 531	13 806	15 371	2 725	1 160
Total des honoraires de gestion	68 804	63 415	56 135	5 389	12 669
Honoraires de performance					
– actifs traditionnels	646	289	424	357	222
Honoraires de performance					
– actifs non traditionnels	1 672	83	8 219	1 589	(6 547)
Total des honoraires de performance	2 318	372	8 643	1 946	(6 325)
Autres revenus	3 861	2 497	1 365	1 364	2 496
Total des produits	74 983	66 284	66 143	8 699	8 840

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, les produits se sont accrus de 8,9 millions de dollars, ou 13 %, pour se fixer à 75,0 millions de dollars, contre 66,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance tient principalement à l'inclusion de Samson, à l'acquisition récente d'Apex et à l'inclusion de Fiera Immobilier à la suite de l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise, en partie contrebalancées par la diminution des honoraires de performance, surtout ceux provenant des actifs non traditionnels.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 12,7 millions de dollars, ou 23 %, pour atteindre 68,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 56,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion et de l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016 ont augmenté de 5,9 millions de dollars, ou 26 %, pour se fixer à 28,8 millions de dollars, comparativement à 22,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement à l'inclusion d'Apex et de Fiera Immobilier, conjuguée à la hausse des actifs sous gestion nets découlant de l'obtention de nouveaux mandats, notamment aux États-Unis, du raffermissement des marchés et des fluctuations favorables du dollar américain eu égard à la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 5,5 millions de dollars, ou 31 %, pour s'établir à 23,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 17,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par l'inclusion d'un trimestre complet de produits provenant de Samson et par les produits plus élevés découlant des nouveaux mandats, conjugués à l'incidence positive des fluctuations du dollar américain.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont progressé de 1,1 million de dollars, ou 7 %, au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, pour se chiffrer à 16,5 millions de dollars, contre 15,4 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle essentiellement de l'inclusion des produits d'Apex pour le trimestre clos le 30 juin 2016.

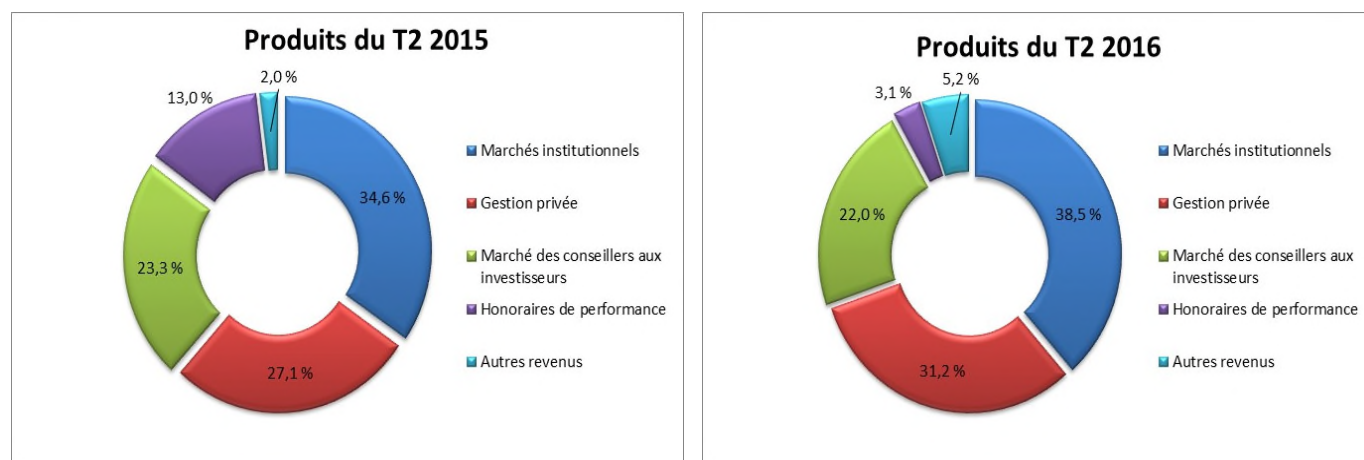
Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont chiffrés à 2,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 8,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette fluctuation est principalement attribuable à la baisse des honoraires de performance tirés des actifs non traditionnels, tandis que les honoraires de performance tirés des actifs traditionnels sont demeurés stables d'un exercice à l'autre.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 2,5 millions de dollars, ou plus de 100 %, pour s'élever à 3,9 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 1,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle essentiellement de l'inclusion de produits liés aux variations de la juste valeur des contrats de change à terme servant à gérer l'exposition des produits en dollars américains de la Société aux fluctuations des taux de change, combinée à la hausse des honoraires de consultation et des frais de courtage tirés des activités de Bel Air et aux revenus non récurrents comptabilisés au deuxième trimestre de 2016.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 30 juin 2015 et le 30 juin 2016.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, les produits ont progressé de 8,7 millions de dollars, ou 13 %, pour se fixer à 75,0 millions de dollars, comparativement à 66,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Cette progression s'explique surtout par l'inclusion d'un mois de produits d'Apex et d'un trimestre entier de produits de Fiera Immobilier à la suite de l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise, conjuguée à la hausse des honoraires de performance, qui sont habituellement comptabilisés en décembre et en juin de chaque année.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 5,4 millions de dollars, ou 8,5 %, pour s'établir à 68,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 63,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016. La répartition des honoraires de gestion par catégories de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 3,8 millions de dollars, ou 15 %, pour s'établir à 28,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 25,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016, surtout du fait de l'inclusion des produits d'Apex et de Fiera Immobilier au cours du trimestre.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont reculé de 1,2 million de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 23,4 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, par rapport à 24,6 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Ce recul des honoraires de gestion s'explique essentiellement par les fluctuations défavorables des taux de change.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont augmenté de 2,7 millions de dollars, ou 20 %, pour s'élever à 16,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 13,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016, ce qui s'explique principalement par l'inclusion des produits d'Apex au cours du trimestre clos le 30 juin 2016.

Honoraires de performance

Le total des honoraires de performance, lesquels sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, s'est chiffré à 2,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 0,4 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 1,4 million de dollars, ou 56 %, pour s'élever à 3,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 2,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Cette augmentation découle essentiellement des produits liés aux variations de la juste valeur des contrats de change à terme, combinés à la comptabilisation de produits non récurrents au deuxième trimestre de 2016.

Tableau 7 – Produits – Variations semestrielles (en milliers de dollars)

	SEMESTRES CLOS		VARIATION
	LE 30 JUIN 2016	LE 30 JUIN 2015	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	53 835	44 971	8 864
Gestion privée	48 047	36 206	11 841
Marché des conseillers aux investisseurs	30 337	31 139	(802)
Total des honoraires de gestion	132 219	112 316	19 903
Honoraires de performance			
– actifs traditionnels	935	478	457
Honoraires de performance			
– actifs non traditionnels	1 755	8 273	(6 518)
Total des honoraires de performance	2 690	8 751	(6 061)
Autres revenus	6 358	3 137	3 221
Total des produits	141 267	124 204	17 063

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les produits se sont accrus de 17,1 millions de dollars, ou 14 %, pour se fixer à 141,3 millions de dollars, contre 124,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance tient principalement à l'acquisition de Samson et à celle d'Apex, conjuguées à la comptabilisation des produits de Fiera Immobilier à la suite de l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise, en partie contrebalancées par la diminution des honoraires de performance au cours du deuxième trimestre de 2016 comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 19,9 millions de dollars, ou 18 %, pour atteindre 132,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, contre 112,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse globale des honoraires de gestion et l'augmentation par catégories de clientèle s'établissent comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le semestre clos le 30 juin 2016 ont augmenté de 8,8 millions de dollars, ou 20 %, pour se fixer à 53,8 millions de dollars, comparativement à 45,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation tient principalement à l'inclusion de l'acquisition d'Apex et à la comptabilisation des produits de Fiera Immobilier à la suite de l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise, conjuguée à la hausse des actifs sous gestion nets découlant surtout de l'obtention de nouveaux mandats aux États-Unis.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 11,8 millions de dollars, ou 33 %, pour s'établir à 48,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, contre 36,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par l'inclusion d'un trimestre complet de produits provenant de Samson et par les produits plus élevés découlant des nouveaux mandats, conjugués à l'incidence positive des fluctuations du dollar américain.
- › Les produits tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont reculé de 0,8 million de dollars, ou 2,6 %, au cours du semestre clos le 30 juin 2016, pour se chiffrer à 30,3 millions de dollars, contre 31,1 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul découle essentiellement de la baisse des actifs sous gestion au 30 juin 2016 comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, compensée en partie par les produits additionnels provenant de l'acquisition d'Apex.

Honoraires de performance

Le total des honoraires de performance s'est chiffré à 2,7 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, contre 8,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des honoraires de performance tirés de la catégorie des actifs non traditionnels, en partie annulée par la hausse des produits tirés des actifs traditionnels au cours du premier semestre de 2016 comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 3,3 millions de dollars, soit de plus de 100 %, pour s'élever à 6,4 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, contre 3,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle essentiellement des produits liés aux variations de la juste valeur des contrats de change à terme, combinés à la comptabilisation de produits non récurrents au deuxième trimestre de 2016.

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives ont monté de 7,9 millions de dollars, ou 17 %, à 53,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2016, contre 45,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout imputable à la prise en compte des coûts liés aux acquisitions de Samson et d'Apex ainsi qu'à Fiera Immobilier à la suite de l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise, et au volume plus élevé des diverses charges engagées pour soutenir l'expansion de la Société, combinés à l'incidence négative des variations des taux de change du dollar américain sur les activités aux États-Unis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 0,5 million de dollars, ou 0,9 %, pour se chiffrer à 53,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2016, contre 52,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Cette augmentation est attribuable à l'inclusion des coûts liés à Apex et à Fiera Immobilier à la suite de l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise ainsi qu'aux charges additionnelles engagées pour soutenir l'expansion de la Société, partiellement contrebalancées par l'incidence des fluctuations du dollar américain sur les activités aux États-Unis.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 20,2 millions de dollars, ou 24 %, pour se chiffrer à 106,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, contre 85,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à l'inclusion des coûts liés à Apex, à Samson et à Fiera Immobilier à la suite de l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise ainsi qu'aux charges additionnelles engagées pour soutenir l'expansion de la Société, combinées à l'incidence des fluctuations du dollar américain sur les activités aux États-Unis.

Frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais des gestionnaires externes ont reculé de 0,4 million de dollars, ou 36 %, pour s'établir à 0,7 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 1,1 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce recul des frais des gestionnaires externes découle principalement de la diminution des frais des gestionnaires externes de Bel Air attribuable aux modifications apportées à la présentation des produits.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais des gestionnaires externes pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016 sont demeurés stables à 0,7 million de dollars comparativement à ceux de 0,8 million de dollars du trimestre précédent clos le 31 mars 2016.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

Les frais des gestionnaires externes ont reculé de 1,1 million de dollars, ou 41 %, pour s'établir à 1,6 million de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, contre 2,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul des frais des gestionnaires externes découle principalement de la diminution des frais des gestionnaires externes de Bel Air attribuable aux modifications apportées à la présentation des produits.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est accru de 0,3 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, pour atteindre 0,8 million de dollars, contre 0,5 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 1,9 million de dollars, ou 29 %, pour atteindre 8,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 6,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, à la suite de l'acquisition des immobilisations incorporelles de Samson et d'Apex.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré stable à 0,8 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016 comparativement au trimestre précédent clos le 31 mars 2016.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 1,0 million de dollars, ou 12 %, pour s'établir à 8,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, comparativement à 7,5 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 mars 2016, ce qui s'explique par l'acquisition des immobilisations incorporelles d'Apex.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est accru de 0,8 million de dollars, ou 89 %, pour le semestre clos le 30 juin 2016, pour atteindre 1,7 million de dollars, contre 0,9 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 2,8 millions de dollars, ou 21 %, pour atteindre 16,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, contre 13,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, à la suite de l'acquisition des immobilisations incorporelles de Samson et d'Apex.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières sont restés équivalents, à 2,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 2,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, au cours duquel la Société avait comptabilisé des frais de refinancement non récurrents de 0,8 million de dollars aux termes de la nouvelle facilité de crédit.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières sont restés équivalents, à 2,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 2,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières se sont accrus de 0,2 million de dollars, ou 4 %, pour le semestre clos le 30 juin 2016, pour se fixer à 4,9 millions de dollars, contre 4,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, au cours duquel la Société avait comptabilisé des frais de refinancement non récurrents de 0,8 million de dollars aux termes de la nouvelle facilité de crédit.

Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

La désactualisation des obligations au titre du prix d'achat est demeurée stable à 0,7 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, en regard de 0,6 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

La désactualisation des obligations au titre du prix d'achat est demeurée stable à 0,7 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016 en regard du trimestre précédent clos le 31 mars 2016.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

La désactualisation des obligations au titre du prix d'achat a augmenté de 0,1 million de dollars, ou 8 %, pour atteindre 1,4 million de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, en regard d'une charge de 1,3 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont augmenté de 5,6 millions de dollars, ou plus de 100 %, pour s'établir à 5,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 0,3 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration est essentiellement attribuable à l'acquisition de Samson et à celle d'Apex ainsi qu'aux coûts liés aux activités de développement de logiciels qui ont été abandonnées, combinés aux nombreuses activités menées en vue d'établir la plateforme américaine au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont augmenté de 1,7 million de dollars, ou 41 %, pour s'établir à 5,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, contre 4,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'acquisition d'Apex ainsi qu'aux coûts liés aux activités de développement de logiciels qui ont été abandonnées, combinés à diverses nouvelles initiatives entreprises au cours du deuxième trimestre de 2016.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont augmenté de 7,8 millions de dollars, ou plus de 100 %, pour s'établir à 10,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, contre 2,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration est essentiellement attribuable à l'acquisition de Samson et à celle d'Apex ainsi qu'aux coûts liés aux activités de développement de logiciels qui ont été abandonnées, combinés aux nombreuses activités menées en vue d'établir la plateforme américaine au cours du premier semestre de 2016, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés

La Société a comptabilisé un profit de 0,3 million de dollars lié aux variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, comparativement à un profit de 0,4 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016 et à une charge de 0,3 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2015.

Profit sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise

Le 4 avril 2016, la Société a modifié la convention des actionnaires de Fiera Immobilier Limitée (« Fiera Immobilier »), ce qui a donné lieu à l'obtention du contrôle effectif par la Société. Ce changement de contrôle à l'égard des titres de capitaux propres qui étaient détenus précédemment a constitué un événement économique qui a déclenché la réévaluation de la participation à la juste valeur. Auparavant, la Société comptabilisait la participation dans la coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence. À la date d'acquisition, la valeur comptable de la participation dans la coentreprise s'élevait à 6,4 millions de dollars. La juste valeur des droits conservés se chiffrait à 12,2 millions de dollars. La réévaluation à la juste valeur de la participation de Fiera Capital a donné lieu à un profit de 5,8 millions de dollars, lequel a été comptabilisé à l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net au cours du deuxième trimestre de 2016.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté correspond à la différence entre le total des produits et le total des frais de vente et charges générales et administratives (à l'exclusion de la rémunération hors trésorerie) et des frais des gestionnaires externes. La Société estime que le BAIIA ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance d'exploitation sans tenir compte de l'incidence que peuvent avoir les éléments hors exploitation.

Tableau 8 – BAIIA ajusté¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2016	LE 31 MARS 2016	LE 30 JUIN 2015	LE 30 JUIN 2016	LE 30 JUIN 2015
Produits					
Honoraires de gestion	68 804	63 415	56 135	132 219	112 316
Honoraires de performance	2 318	372	8 643	2 690	8 751
Autres revenus	3 861	2 497	1 365	6 358	3 137
Total des produits	74 983	66 284	66 143	141 267	124 204
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	53 289	52 794	45 373	106 083	85 929
Frais des gestionnaires externes	743	883	1 138	1 626	2 723
Total des charges	54 032	53 677	46 511	107 709	88 652
BAIIA	20 951	12 607	19 632	33 558	35 552
Rajouter la charge de rémunération hors trésorerie	2 559	3 550	3 418	6 109	4 864
BAIIA ajusté	23 510	16 157	23 050	39 667	40 416
Par action (de base) ²⁾	0,32	0,22	0,33	0,54	0,58
Par action (dilué) ²⁾	0,32	0,22	0,33	0,54	0,58

¹⁾ Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 48.

²⁾ Le BAIIA ajusté comprend le BAIIA attribuable aux actionnaires de la Société et à la participation ne donnant pas le contrôle.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, le BAIIA ajusté a été en hausse de 0,4 million de dollars, ou 2 %, pour atteindre 23,5 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action (de base et dilué), contre 23,1 millions de dollars, ou 0,33 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du deuxième trimestre clos le 30 juin 2016 a été touché par la hausse des produits eu égard à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent en raison principalement de la hausse des honoraires de gestion, ce qui a toutefois été en partie contrebalancé par une augmentation de l'ensemble des charges d'exploitation nécessaires pour soutenir la croissance des activités aux États-Unis, y compris les charges découlant de l'acquisition de Samson et de celle d'Apex, ainsi que par la diminution des honoraires de performance tirés des actifs non traditionnels.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, le BAIIA ajusté a progressé de 7,4 millions de dollars, ou 45 %, pour s'établir à 23,5 millions de dollars, soit 0,32 \$ par action (de base et dilué), contre 16,2 millions de dollars, ou 0,22 \$ par action (de base et dilué) au trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Cette progression est avant tout attribuable à l'augmentation des honoraires de gestion à la suite de l'inclusion d'Apex et de Fiera Immobilier, combinée à la hausse des honoraires de performance, qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le BAIIA ajusté a été en baisse de 0,7 million de dollars, ou 2 %, pour atteindre 39,7 millions de dollars, ou 0,54 \$ par action (de base et dilué), contre 40,4 millions de dollars, ou 0,58 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La baisse du BAIIA ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2016 est surtout attribuable à la diminution des honoraires de performance tirés des actifs non traditionnels et à la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation, y compris les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes, principalement en raison de l'incidence défavorable des fluctuations des taux de change et de l'inclusion des activités de Samson et d'Apex acquises, qui ont été contrebalancées en partie par la hausse des honoraires de gestion.

Résultat net

Tableau 9 – Résultat net et résultat net ajusté¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2016	LE 31 MARS 2016	LE 30 JUIN 2015	LE 30 JUIN 2016	LE 30 JUIN 2015
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	7 901	7 280	7 541	15 181	11 253
Amortissement des immobilisations corporelles	824	831	455	1 655	897
Amortissement des immobilisations incorporelles	8 464	7 545	6 619	16 009	13 241
Éléments de rémunération hors trésorerie	2 559	3 550	3 418	6 109	4 864
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés ²⁾	(265)	(354)	(276)	(619)	876
Éléments hors trésorerie	11 582	11 572	10 216	23 154	19 878
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ²⁾	3 894	518	118	4 412	1 120
Frais d'acquisition ²⁾	2 054	3 708	187	5 762	1 247
Frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	5 948	4 226	305	10 174	2 367
Résultat net ajusté avant l'impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ²⁾	25 431	23 078	18 062	48 509	33 498
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ²⁾	1 705	1 162	9	2 867	2 590
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ³⁾	23 726	21 916	18 053	45 642	30 908
Par action (de base)					
Résultat net	0,11	0,10	0,11	0,21	0,16
Résultat net ajusté	0,32	0,30	0,26	0,63	0,44
Par action (dilué)					
Résultat net	0,11	0,10	0,11	0,21	0,16
Résultat net ajusté	0,32	0,30	0,26	0,62	0,44

¹⁾ Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 48.

²⁾ L'impôt applicable à la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, aux frais d'acquisition et aux coûts de restructuration et autres coûts d'intégration est estimé selon un taux d'impôt de 30 %.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 7,9 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué), contre 7,5 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse des honoraires de gestion attribuable à la progression des actifs sous gestion à la suite de l'acquisition de Samson et d'Apex et par la croissance interne, en partie contrebalancées par la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation pour soutenir la croissance des activités et par la baisse des honoraires de performance tirés des actifs non traditionnels. De plus, le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2016 comprend un profit de 5,8 millions de dollars relatif à l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 7,9 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué), contre 7,3 millions de dollars, ou 0,10 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2016. Cette hausse du résultat net s'explique surtout par la hausse des honoraires de gestion découlant de la progression des actifs sous gestion à la suite de l'acquisition d'Apex et par la hausse des honoraires de performance, qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, contrebalancées en partie par l'augmentation de l'ensemble des charges d'exploitation pour soutenir la croissance des activités, ainsi que par les coûts de restructuration et d'intégration et les frais d'acquisition plus élevés comparativement à ceux du trimestre précédent. De plus, le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2016 comprend un profit de 5,8 millions de dollars relatif à l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 15,2 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), contre 11,3 millions de dollars, ou 0,16 \$ par action (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse des honoraires de gestion attribuable à la progression des actifs sous gestion à la suite de l'acquisition de Samson et d'Apex et par la croissance interne, en partie contrebalancées par la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation pour soutenir la croissance des activités et par la baisse des honoraires de performance tirés des actifs non traditionnels.

Le résultat net du semestre clos le 30 juin 2016 comprend un profit de 5,8 millions de dollars relatif à l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise et un profit de 15,0 millions de dollars sur la cession d'Axiom, contrebalancé par la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente liés à Fiera Quantum de 7,9 millions de dollars.

Résultat net ajusté

La Société recourt au résultat net ajusté comme l'une des principales mesures de performance non conformes aux IFRS puisqu'il s'agit d'un excellent indicateur de sa capacité de générer des flux de trésorerie. Le résultat net ajusté correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, la variation après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés, les frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2016, des éléments hors trésorerie de 11,7 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (11,6 millions de dollars avant impôt), ou 0,16 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration de 4,2 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (5,9 millions de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 23,7 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action (de base et dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016.

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2015, des éléments hors trésorerie de 10,3 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (10,2 millions de dollars avant impôt), ou 0,15 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration de 0,2 million de dollars, ou néant par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (0,3 million de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 18,1 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2015.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2016, des éléments hors trésorerie de 11,7 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (11,6 millions de dollars avant impôt), ou 0,16 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration de 3,0 millions de dollars, ou 0,04 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (4,2 millions de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 21,9 millions de dollars, ou 0,30 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2016, comparativement à un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 23,7 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action (de base et dilué) pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, des éléments hors trésorerie de 23,3 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (23,2 millions de dollars avant impôt), ou 0,32 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration de 7,1 millions de dollars, ou 0,10 \$ par action (de base) et 0,09 \$ par action (dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat (10,2 millions de dollars avant impôt), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 45,6 millions de dollars, ou 0,63 \$ par action (de base) et 0,62 \$ par action (dilué), pour le semestre clos le 30 juin 2016, comparativement à 30,9 millions de dollars ou 0,44 \$ par action (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les 12 derniers mois.

Tableau 10 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	12 derniers mois ³⁾	T2 30 juin 2016	T1 31 mars 2016	T4 31 déc. 2015	T3 30 sept. 2015	T2 30 juin 2015	T1 31 mars 2015	T4 31 déc. 2014	T3 30 sept. 2014
Actifs sous gestion	99 328	109 136	97 988	101 431	88 759	90 291	90 927	86 612	84 875
Total des produits	275 480	74 983	66 284	73 999	60 214	66 143	58 061	64 304	52 371
BAIIA ajusté ¹⁾	84 032	23 510	16 157	25 757	18 608	23 050	17 366	24 820	18 085
Marge du BAIIA ajusté	30,5 %	31,4 %	24,4 %	34,8 %	30,9 %	34,8 %	29,9 %	38,6 %	34,5 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	31 559	7 901	7 280	9 678	6 700	7 541	3 712	12 090	5 053
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,17	0,32	0,22	0,36	0,27	0,33	0,25	0,36	0,26
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,45	0,11	0,10	0,14	0,10	0,11	0,05	0,18	0,07
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,17	0,32	0,30	0,30	0,25	0,26	0,21	0,34	0,21
PAR ACTION (DILUÉ)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,17	0,32	0,22	0,36	0,27	0,33	0,25	0,35	0,26
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,44	0,11	0,10	0,13	0,10	0,11	0,05	0,18	0,07
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,16	0,32	0,30	0,29	0,25	0,26	0,21	0,34	0,21
PAR ACTION (DILUÉ) (compte tenu de la rémunération hors trésorerie et des options attribuées)²⁾									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,07	0,29	0,21	0,33	0,25	0,30	0,23	0,33	0,24
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,40	0,10	0,09	0,12	0,09	0,10	0,05	0,16	0,07
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,07	0,30	0,28	0,27	0,23	0,24	0,19	0,31	0,20

¹⁾ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 48.

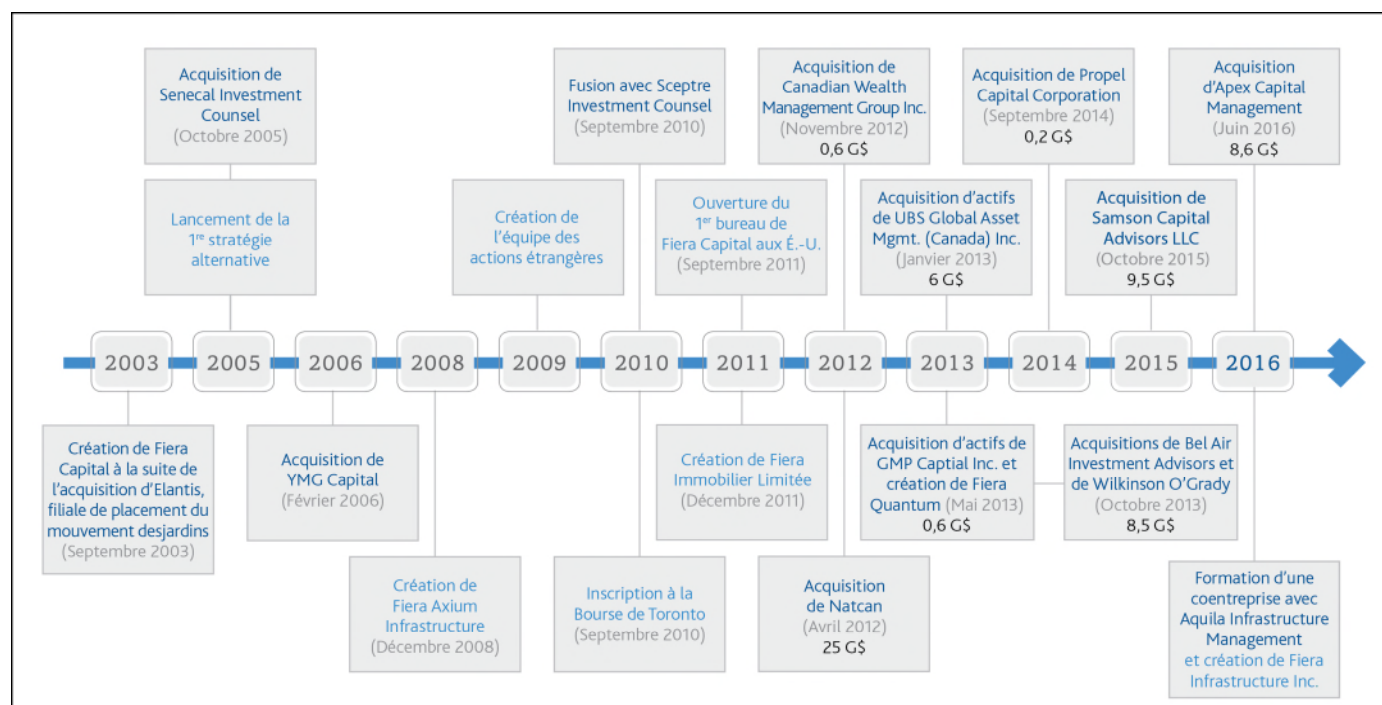
²⁾ Cette analyse présume que les droits au titre de toutes les attributions fondées sur des actions en circulation seront acquis et réglés en actions de la Société (dont 2 816 081 options sur actions, 2 215 782 UALR et 700 033 UAR au 30 juin 2016).

³⁾ Les 12 derniers mois représentent la somme des résultats des quatre derniers trimestres, à l'exclusion des actifs sous gestion, lesquels représentent la moyenne des actifs sous gestion des quatre derniers trimestres.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Analyse des résultats et des tendances

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises, dans l'évolution de la Société depuis sa création.



Actifs sous gestion

Les actifs sous gestion ont affiché une progression au cours du trimestre considéré en regard du trimestre précédent, surtout en raison de l'inclusion d'Apex, combinée à l'appréciation du marché au cours de la période. Au trimestre précédent, les actifs sous gestion avaient inscrit un recul par rapport à ceux du trimestre clos le 31 décembre 2015, en raison essentiellement du dessaisissement d'Axiom, combiné à l'incidence négative du taux de change du dollar américain, à la contribution nette négative et aux mandats perdus. Ces diminutions des actifs sous gestion ont été en partie compensées par les nouveaux mandats obtenus, notamment dans les secteurs Marchés institutionnels et Gestion privée, et par l'appréciation des marchés au cours de la période.

Les actifs sous gestion ont affiché une progression au cours du trimestre clos le 31 décembre 2015 en regard du trimestre clos le 30 septembre 2015, surtout en raison de l'acquisition de Samson et des nouveaux mandats obtenus au cours du trimestre, notamment dans le secteur des Marchés institutionnels aux États-Unis, combinés à l'appréciation des marchés et à l'incidence positive du taux de change du dollar américain, en partie compensés par les mandats perdus et la contribution nette négative au cours de la période.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2015, les actifs sous gestion ont enregistré un recul en regard du trimestre clos le 30 juin 2015, surtout en raison de la dépréciation des marchés et des mandats perdus, et ce, malgré une hausse des encaissements nets au cours de la période et l'incidence favorable du taux de change du dollar américain. Au trimestre clos le 30 juin 2015, les actifs sous gestion ont diminué par rapport au trimestre clos le 31 mars 2015, principalement en raison de la dépréciation des marchés, combinée aux mandats perdus, en partie compensés par les

nouveaux mandats obtenus au cours du trimestre. Les actifs sous gestion ont affiché une progression au cours du trimestre clos le 31 mars 2015 en regard du trimestre clos le 31 décembre 2014, surtout en raison de l'appréciation des marchés et de l'incidence favorable du taux de change du dollar américain. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2014, les actifs sous gestion ont inscrit une hausse qui s'explique en grande partie par des mandats obtenus auprès de la clientèle des Marchés institutionnels, notamment aux États-Unis, conjugués au raffermissement des marchés et à l'incidence favorable du taux de change du dollar américain. Finalement, le trimestre clos le 30 septembre 2014 a enregistré une forte augmentation des actifs sous gestion par rapport au trimestre clos le 30 juin 2014, par suite surtout d'importants mandats obtenus auprès de la clientèle des Marchés institutionnels, principalement aux États-Unis, du raffermissement des marchés et de l'ajout d'actifs suivant l'acquisition de Propel.

Produits

Depuis l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson O'Grady à la fin de 2013, les produits que génère la Société sont répartis de façon équilibrée entre les secteurs Marchés institutionnels, Marché des conseillers aux investisseurs et Gestion privée et, depuis, ils ne cessent de croître. De plus, les produits du secteur des Marchés institutionnels des États-Unis ont progressé grâce à l'obtention de nouveaux mandats.

Le trimestre écoulé a affiché une augmentation des produits qui s'explique principalement par la hausse des honoraires de gestion à la suite de l'acquisition d'Apex et de l'acquisition du contrôle de Fiera Immobilier, combinée à la hausse des honoraires de performance, qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

Le trimestre précédent a affiché une diminution des produits découlant essentiellement de la baisse des honoraires de performance, qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, compensée en partie par la hausse des honoraires de gestion qui a découlé de l'inclusion d'un trimestre entier de produits provenant de Samson au cours du premier trimestre de 2016, comparativement à deux mois lors du trimestre précédent.

Le trimestre clos le 31 décembre 2015 a affiché une augmentation des produits découlant essentiellement de la hausse des honoraires de performance comptabilisés à la fin de l'exercice, conjuguée à l'inclusion de deux mois de produits provenant de l'acquisition de Samson. Le trimestre clos le 30 septembre 2015 affichait une hausse des honoraires de gestion comparativement au trimestre clos le 30 juin 2015, surtout du fait de l'obtention de nouveaux mandats américains vers la fin du deuxième trimestre de 2015, dont les produits ont été comptabilisés au cours du troisième trimestre de 2015, tandis que les honoraires de performance ont inscrit une baisse attribuable au fait qu'ils sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

Les honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, ont progressé au cours du trimestre clos le 30 juin 2015. Les honoraires de gestion du trimestre clos le 31 mars 2015 ont été supérieurs à ceux du quatrième trimestre de 2014 en raison de la croissance des actifs sous gestion. Les produits du trimestre précédent clos le 31 décembre 2014 ont connu une hausse importante en raison surtout de l'inclusion des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels. Par ailleurs, les produits tirés des honoraires de gestion au quatrième trimestre de 2014 ont été supérieurs à ceux du troisième trimestre de 2014, ce qui s'explique surtout par la croissance des actifs sous gestion découlant des nouveaux mandats obtenus au cours de la période.

Finalement, les honoraires de gestion ont progressé au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2014 eu égard au trimestre clos le 30 juin 2014. De plus, les honoraires de performance ont baissé au cours du troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014.

BAlIA ajusté

Au cours du trimestre considéré clos le 30 juin 2016, le BAlIA ajusté a augmenté eu égard à celui du trimestre précédent, ce qui s'explique en grande partie par la croissance des honoraires de gestion à la suite de l'acquisition d'Apex, combinée à la progression des honoraires de performance, partiellement contrebalancées par la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation.

Au cours du trimestre précédent clos le 31 mars 2016, le BAlIA ajusté a diminué eu égard à celui du trimestre précédent clos le 31 décembre 2015, ce qui s'explique en grande partie par la baisse des honoraires de performance et par la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation, particulièrement en ce qui a trait à la rémunération variable, qui est généralement plus élevée au cours du premier trimestre de l'exercice, et à la hausse des coûts liés aux récentes acquisitions et aux récents investissements aux États-Unis, partiellement annulées par la progression des honoraires de gestion.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2015, le BAlIA ajusté a augmenté eu égard à celui du trimestre clos le 30 septembre 2015, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des honoraires de performance et des honoraires de gestion, partiellement annulée par la croissance de l'ensemble des charges d'exploitation. Comparativement au deuxième trimestre de 2015, le BAlIA ajusté a reculé au cours du troisième trimestre de 2015, en raison essentiellement de la baisse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

Le BAlIA ajusté a augmenté au cours du deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015, essentiellement en raison de la hausse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, annulée en partie par l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives liés à la rémunération variable. Le BAlIA ajusté a diminué au premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014, en grande partie à cause de la baisse des honoraires de performance, malgré le fait que les honoraires de gestion ont augmenté et que les frais de vente et charges générales et administratives sont restés stables comparativement à ceux du quatrième trimestre de 2014. Le BAlIA ajusté a augmenté au quatrième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre du même exercice, en grande partie grâce à la hausse des honoraires de performance ainsi qu'à l'augmentation des produits tirés des honoraires de gestion, annulées en partie par l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives.

Finalement, le BAlIA ajusté a reculé au troisième trimestre de 2014 par rapport à celui du deuxième trimestre de 2014, du fait surtout du fléchissement des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, ces honoraires étant habituellement comptabilisés les mois de juin et de décembre de chaque année.

Marge du BAlIA ajusté

La marge du BAlIA ajusté met en rapport le BAlIA ajusté et les produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

La marge du BAlIA ajusté a fluctué dans une fourchette allant de 24,4 % à 38,6 % au cours des huit derniers trimestres. Le premier trimestre de chaque exercice est habituellement celui qui absorbe le pourcentage le plus élevé de charges de rémunération. De plus, la marge du BAlIA ajusté a tendance à être plus élevée au deuxième et au quatrième trimestre de chaque exercice en raison des honoraires de performance qui sont habituellement comptabilisés les mois de juin et de décembre de chaque année.

La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre considéré clos le 30 juin 2016 a été de 31,4 %, en hausse par rapport à celle du trimestre précédent, qui est essentiellement attribuable à la progression des honoraires de gestion à la suite de l'acquisition d'Apex et à la croissance des honoraires de performance comptabilisés au cours du trimestre, en partie contrebalancées par les charges d'exploitation plus élevées. En outre, les frais d'établissement de la plateforme américaine payés d'avance et les autres coûts liés à l'expansion engendreront des résultats au cours des trimestres à venir.

Pour le trimestre précédent, la marge du BAIIA ajusté s'est établie à 24,4 %, en diminution eu égard à celle du trimestre clos le 31 décembre 2015, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des honoraires de performance, combinée à la hausse des charges d'exploitation, particulièrement en ce qui a trait à la rémunération variable qui est habituellement plus élevée au premier trimestre, ainsi que des frais de vente et charges générales et administratives visant à soutenir la croissance des activités.

Le trimestre clos le 31 décembre 2015 a affiché une marge du BAIIA ajusté de 34,8 %, soit une augmentation par rapport à celle du trimestre clos le 30 septembre 2015, du fait essentiellement de la hausse des honoraires de performance et des honoraires de gestion. Le trimestre clos le 30 septembre 2015 a affiché une marge du BAIIA ajusté de 30,9 % qui s'explique en grande partie par la baisse des honoraires de performance comparativement au trimestre clos le 30 juin 2015, et ce, malgré la hausse des honoraires de gestion comptabilisés au trimestre clos le 30 septembre 2015 eu égard à ceux inscrits au trimestre clos le 30 juin 2015. Au cours du trimestre précédent clos le 30 juin 2015, la marge du BAIIA ajusté s'est établie à 34,8 %, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels par rapport à ceux du premier trimestre de 2015. Le trimestre clos le 31 mars 2015 a affiché une marge du BAIIA ajusté de 29,9 %, en raison surtout de la baisse des honoraires de performance par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2014. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2014 a été de 38,6 %, en hausse par rapport à celle du trimestre précédent, qui est essentiellement attribuable à l'augmentation des honoraires de performance qui sont habituellement comptabilisés tous les mois de décembre ainsi qu'à l'augmentation des honoraires de gestion découlant de la progression des actifs sous gestion. Finalement, la marge du BAIIA ajusté pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2014 a été de 34,5 %. Il s'agit d'une baisse par rapport à celle du trimestre précédent, qui s'explique surtout par la diminution des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont habituellement comptabilisés les mois de juin et de décembre de chaque année.

La marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois s'est établie à 30,5 %, ce qui est comparable à celles de 31,3 % et de 34,6 % présentées au 31 mars 2016 et au 30 juin 2015, respectivement. Cette marge établie sur les 12 derniers mois neutralise l'incidence du calendrier des honoraires de performance qui, en général, sont comptabilisés au deuxième et au quatrième trimestres de chaque exercice, ainsi que l'incidence de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives des derniers trimestres résultant des diverses acquisitions, et elle donne une meilleure mesure de la performance globale de la Société.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, qui a fluctué dans une fourchette de 3,7 millions de dollars à 12,1 millions de dollars au cours des huit derniers trimestres, a subi les effets de diverses mesures qui ont entraîné une hausse des frais de vente et charges générales et administratives ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration. Les honoraires de performance, habituellement comptabilisés au deuxième et au quatrième trimestres de chaque exercice, ont aussi joué dans la fluctuation du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le trimestre considéré a été supérieur à celui du trimestre précédent clos le 31 mars 2016, par suite surtout de la progression des honoraires de gestion découlant de l'acquisition d'Apex et de la hausse des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels.

Résultat net ajusté par action attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net ajusté par action attribuable aux actionnaires de la Société est un bon indicateur de la capacité de celle-ci à générer des flux de trésorerie. Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société a fluctué dans une fourchette allant de 0,21 \$ par action (de base et dilué) à 0,34 \$ par action (de base et dilué) au cours des huit derniers trimestres.

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société du trimestre considéré s'est élevé à 0,32 \$ par action (de base et dilué), ce qui représente une progression par rapport à celui du trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des honoraires de gestion à la suite de l'acquisition d'Apex et de la croissance des honoraires de performance tirés des actifs traditionnels et non traditionnels.

Le trimestre précédent clos le 31 mars 2016 a affiché un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,30 \$ par action (de base et dilué) qui s'explique surtout par le profit sur la cession d'Axiom, contrebalancé par la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente de Fiera Quantum, combiné à la croissance des honoraires de gestion qui s'explique par l'inclusion d'un trimestre entier des activités de Samson, comparativement à deux mois pour le trimestre précédent, en partie compensée par la baisse des honoraires de performance et l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives visant à soutenir la croissance des activités en regard du trimestre clos le 31 décembre 2015. Le profit découlant de la cession de la participation dans Axiom et la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente ont eu une incidence favorable nette de 0,10 \$ par action (de base et dilué) sur le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2016.

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 0,30 \$ par action (de base) et à 0,29 \$ par action (dilué) pour le trimestre clos le 31 décembre 2015, ce qui s'explique essentiellement par la progression des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels, combinée à la hausse des honoraires de gestion découlant des actifs sous gestion moyens plus élevés et de l'inclusion de Samson. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2015, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 0,25 \$ par action (de base et dilué), en léger recul par rapport à celui du trimestre précédent, du fait surtout de la diminution des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels. À titre comparatif, il s'était élevé à 0,26 \$ par action (de base et dilué) pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2015.

Le trimestre clos le 30 juin 2015 s'est soldé par un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,26 \$ par action (de base et dilué), en hausse comparativement à celui du premier trimestre de 2015, en raison principalement de l'augmentation des honoraires de performance tirés des actifs non traditionnels par rapport à ceux du trimestre précédent. Pour le premier trimestre de 2015, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,21 \$ par action (de base et dilué), ce qui est inférieur à celui inscrit au quatrième trimestre de 2014, en raison surtout de la baisse des honoraires de performance, en partie compensée par la hausse des honoraires de gestion enregistrés au cours du trimestre.

Au quatrième trimestre de 2014, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société a été élevé, s'établissant à 0,34 \$ par action (de base et dilué), ce qui s'explique essentiellement par les importants honoraires de performance enregistrés au cours du trimestre. Finalement, au trimestre précédent clos le 30 septembre 2014, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 0,21 \$ par action (de base et dilué), en raison de la croissance des honoraires de gestion, en partie contrebalancée par la baisse des honoraires de performance comparativement au trimestre clos le 30 juin 2014.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie

L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de continuer à générer des flux de trésorerie disponibles à partir des activités d'exploitation supérieurs aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, aux dépenses d'investissement et aux charges d'exploitation courantes. En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux remboursements sur la dette, aux dépenses d'investissement, aux acquisitions d'entreprises et aux rachats d'actions.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 11 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2016	LE 30 JUIN 2015
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	13 964	16 714
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	94 041	(202)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	70 747	(22 149)
Diminution nette de la trésorerie	(9 330)	(5 637)
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(1 298)	979
Trésorerie à l'ouverture de la période	25 725	16 880
Trésorerie à la clôture de la période	15 097	12 222

Activités depuis le début de l'exercice

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 14,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016. Ce montant découle des entrées de trésorerie liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la rémunération hors trésorerie, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat ainsi que des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés de 37,5 millions de dollars, contrebalancées par le profit de 15,0 millions de dollars sur la cession d'Axium, lui-même contrebalancé par la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente de Commandité Fiera Quantum inc. de 7,9 millions de dollars, par le profit sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise de 5,8 millions de dollars et par la variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 10,9 millions de dollars.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 94,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, en raison des sorties de trésorerie de 112,4 millions de dollars liées à l'acquisition d'Apex, en partie contrebalancées par le produit de 20,0 millions de dollars découlant de la cession d'Axiom.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 70,7 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, en raison de l'augmentation de la dette à long terme de 102,0 millions de dollars, conjuguée à l'émission d'actions à hauteur de 2,9 millions de dollars, en partie contrebalancées par des sorties de trésorerie liées à des versements de dividendes de 23,4 millions de dollars, des paiements d'intérêts sur la dette à long terme et des charges de financement de 4,1 millions de dollars ainsi que des sorties de trésorerie liées aux achats d'actions en vue de leur annulation de 1,7 million de dollars au cours de la période.

Enfin, l'incidence négative des fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères s'est chiffrée à 1,3 million de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 14,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, comparativement à 16,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart de 2,7 millions de dollars découle principalement de la diminution de 2,0 millions de dollars du BAIIA ajusté, tel qu'il est décrit à la rubrique *BAIIA ajusté*, conjuguée à une augmentation de 2,5 millions de dollars de l'impôt sur le résultat payé, en partie compensées par une variation positive des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation chiffrée à 3,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 94,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, en regard de 0,2 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart entre ces deux montants s'explique surtout par les sorties de trésorerie de 112,4 millions de dollars liées à l'acquisition d'Apex, en partie contrebalancées par le produit de 20,0 millions de dollars sur la cession de la participation dans une coentreprise.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 70,7 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2016, alors que des sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 22,1 millions de dollars avaient été comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à l'augmentation de la dette à long terme de 100,9 millions de dollars, en partie contrebalancée par le versement d'un dividende plus élevé de 5,2 millions de dollars au cours du semestre clos le 30 juin 2016 comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Finalement, l'incidence des variations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères a eu une incidence défavorable de 1,3 million de dollars sur les flux de trésorerie de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2016, contre une incidence favorable de 1,0 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat en trésorerie

La Société définit le résultat en trésorerie comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés et de la rémunération hors trésorerie. Le résultat en trésorerie est un indicateur de notre capacité de verser des dividendes, de poursuivre nos activités et d'investir dans de nouvelles activités. La Société estime que son résultat en trésorerie est une mesure importante d'évaluation de sa performance d'exploitation de base.

Le tableau qui suit présente une ventilation du résultat en trésorerie et du résultat en trésorerie par action pour les semestres clos les 30 juin 2016 et 2015.

Tableau 12 – Résultat en trésorerie¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2016	LE 30 JUIN 2015
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	15 181	11 253
Ajustements au titre de ce qui suit :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 655	897
Amortissement des immobilisations incorporelles	16 009	13 241
Rémunération hors trésorerie	6 109	4 864
Variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(619)	876
Résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société	38 335	31 131
Résultat en trésorerie par action (de base)	0,53	0,44
Résultat en trésorerie par action (dilué)	0,52	0,44

¹⁾ Le résultat en trésorerie et le résultat en trésorerie par action ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 48.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles de 17,7 millions de dollars ainsi que la rémunération hors trésorerie et les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés pour un montant de 5,5 millions de dollars ont eu une incidence défavorable sur le résultat net de la Société, comparativement à des montants de 14,1 millions de dollars et de 5,7 millions de dollars, respectivement, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments qui précèdent, le résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société atteint 38,3 millions de dollars, ou 0,53 \$ par action (de base) et 0,52 \$ par action (dilué), pour le semestre clos le 30 juin 2016, comparativement à 31,1 millions de dollars, ou 0,44 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Dette à long terme

Tableau 13 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	30 JUIN 2016	31 DÉCEMBRE 2015
Facilité renouvelable	195 204	265 270
Facilités à terme	164 156	–
Charges de financement différées	(1 728)	(1 044)
	357 632	264 226

Le 31 mai 2016, la Société a modifié les modalités de sa facilité de crédit afin d'inclure, entre autres, la modification suivante :

- une nouvelle facilité à terme de 125 millions de dollars américains échéant en mai 2019.

La Société a utilisé les montants additionnels disponibles aux termes de la facilité à terme pour financer la partie en trésorerie de l'acquisition d'Apex et pour rembourser les emprunts existants dans le cadre de la facilité renouvelable.

Au 30 juin 2016, le montant total de la facilité renouvelable comprenait des montants de 108 millions de dollars canadiens et de 67,034 millions de dollars américains (87,204 millions de dollars canadiens) (montants de 128,258 millions de dollars canadiens et de 98,997 millions de dollars américains (137,012 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2015) et le montant total de la facilité à terme comprenait un montant de 125 millions de dollars américains (162,613 millions de dollars canadiens).

Aussi, la filiale de la Société, Fiera Immobilier Limitée, détient une facilité à terme impayée de 1,543 millions de dollars aux termes de laquelle des versements trimestriels de 0,131 million de dollars sont exigés.

Selon les modalités de la convention d'emprunt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts. Le BAIIA, mesure non conforme aux IFRS, est défini dans la facilité de crédit comme étant, sur une base consolidée, le résultat de l'emprunteur avant les intérêts, l'impôt, les amortissements, les charges non récurrentes et exceptionnelles liées aux acquisitions et d'autres éléments hors trésorerie. Au 30 juin 2016, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives relatives à sa dette.

Le 1^{er} mai 2012, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'un notionnel de 108 millions de dollars, aux termes duquel, jusqu'en mars 2017, ses paiements mensuels d'intérêts à taux variable sont échangés contre des paiements d'intérêts au taux fixe de 1,835 %, payables mensuellement.

Obligations contractuelles et passifs éventuels

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2016, la Société n'avait aucune obligation contractuelle importante autre que celles décrites à la rubrique *Obligations contractuelles* du rapport de gestion pour l'exercice 2015 de la Société.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Arrangements hors bilan

Au 30 juin 2016, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, que ce soit en lien avec une garantie, un dérivé (hormis le swap de taux d'intérêt variable-fixe mentionné plus haut) ou des entités à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas pour l'heure à conclure de telles ententes.

Capital social

Au 30 juin 2016, la Société avait 57 859 415 actions de catégorie A et 19 847 577 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 77 706 992 actions en circulation, contre 49 408 166 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 19 991 247 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 69 399 593 actions en circulation au 30 juin 2015.

Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

Le tableau ci-après présente les transactions ayant eu lieu au cours des trimestres clos les 30 juin 2016 et 2015 dans le cadre du régime d'options sur actions de la Société.

Tableau 14 – Transactions sur options

	30 JUIN 2016		30 JUIN 2015	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation à l'ouverture de la période	3 040 225	9,58	3 346 037	9,32
Attributions	41 259	13,33	25 000	13,83
Exercices	(265 403)	4,73	(216 923)	6,12
Renonciations	–	–	(149 638)	12,72
En circulation à la clôture de la période	2 816 081	10,09	3 004 476	9,42
Options exerçables aux 30 juin 2016 et 2015	1 103 440	7,74	1 182 649	6,96

Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR »)

Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation de la Société au cours du trimestre clos le 30 juin 2016.

Tableau 15 – Transactions sur les UALR

	30 JUIN 2016	
	Nombre d'UALR en circulation	Valeur moyenne pondérée des UALR (\$)
En circulation au 31 mars 2016	2 542 711	12,88
Règlements	(244 878)	12,23
Transferts au régime d'UALR	(82 051)	13,66
En circulation au 30 juin 2016	2 215 782	12,99

Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, 244 878 UALR ont été acquises et réglées. La Société a réglé les UALR acquises au moyen d'un paiement de 4,2 millions de dollars en trésorerie au lieu d'une émission d'actions de catégorie A. La Société a traité la transaction comme un rachat de titres de capitaux propres et a comptabilisé une diminution d'un montant de 4,2 millions de dollars au surplus d'apport. Le règlement en trésorerie de ces UALR découlait de circonstances exceptionnelles. La Société prévoit toujours effectuer le règlement des tranches restantes par l'émission d'actions.

La Société a comptabilisé une charge de 1,0 million de dollars et de 2,1 millions de dollars respectivement au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016 au titre du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (2,2 millions de dollars et 2,7 millions de dollars respectivement pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2015). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016, cette charge est imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres pour un montant de 1,0 million de dollars et de 2,1 millions de dollars, respectivement, et aux attributions réglées en trésorerie pour un montant de néant et de (0,015 million de dollars), respectivement (pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2015, charge est imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres pour un montant de 2,3 millions de dollars et de 2,7 millions de dollars, respectivement, et aux attributions réglées en trésorerie pour un montant de (0,076 million de dollars) et de (0,043 million de dollars) respectivement).

Régime d'UALR

La Société a comptabilisé une charge de 0,135 million de dollars et de 0,583 million de dollars respectivement au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016 au titre du régime d'UALR (0,534 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2015). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016, cette charge est imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres pour un montant de néant et de (0,023 million de dollars), respectivement, et aux attributions réglées en trésorerie pour un montant de 0,135 million de dollars et de 0,606 million de dollars, respectivement (pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2015, cette charge est imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres pour un montant de 0,135 million de dollars et aux attributions réglées en trésorerie pour un montant de 0,399 million de dollars). Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, la Société a réglé les UALR acquises en émettant 9 542 actions de catégorie A.

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

La Société a comptabilisé une charge de 0,648 million de dollars et de 1,971 million de dollars respectivement au titre du régime d'UAR pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016 (0,365 million de dollars et 1,140 million de dollars respectivement pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2015). Au 30 juin 2016, la Société avait un passif totalisant 4,856 millions de dollars relativement à ce régime (2,905 millions de dollars au 31 décembre 2015). Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, 1 991 UAR ont fait l'objet d'une renonciation. Au 30 juin 2016, 700 033 UAR étaient en circulation (686 244 au 31 décembre 2015).

Régime d'actions assujetties à des restrictions

La Société a comptabilisé une charge de 0,381 million de dollars et de 0,734 million de dollars respectivement au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016 dans le cadre du régime d'actions assujetties à des restrictions (néant pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2015).

Transactions avec des parties liées

La Société a effectué les transactions importantes suivantes avec des actionnaires et des sociétés qui leur sont liées :

Tableau 16 – Transactions avec des parties liées (en milliers de dollars)

	SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2016	LE 30 JUIN 2015
Honoraires de gestion, honoraires de performance et autres revenus	24 855	23 692
Intérêts sur la dette à long terme	4 654	3 721

Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales. Les sommes à payer aux termes de la facilité de crédit de la Société présentées sous la rubrique *Dette à long terme* sont des montants dus à un consortium de prêteurs qui comprennent deux parties liées à la Société. Les instruments financiers dérivés ont été conclus avec une société liée.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef de la direction financière, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital repose sur les critères publiés dans le rapport *Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission* (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF au 30 juin 2016 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 30 juin 2016, à l'exception de ce qui suit :

Le 30 octobre 2015, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Samson Capital Advisors LLC (« Samson »). Le 1^{er} juin 2016, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation d'Apex Capital Management (« Apex »). La direction est en processus de compléter l'examen de la conception et de l'efficacité du fonctionnement des CIIF relativement à ces acquisitions. Au 30 juin 2016, les risques étaient toutefois atténués, puisque la direction était pleinement informée de tout événement important touchant cette acquisition. De plus, tous les actifs acquis et les passifs repris ont fait l'objet d'une évaluation et ont été comptabilisés dans les états financiers consolidés lors du processus de répartition du prix d'achat et les résultats d'exploitation de Samson et d'Apex ont

aussi été inclus dans les résultats consolidés de la Société. Samson représente 7,2 % des produits, (14,5)% du résultat net de l'exercice, 4,3 % du total des actifs, 2,7 % des actifs courants, 4,5 % des actifs non courants, 2,8 % des passifs courants et 0,08 % des passifs non courants présentés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le semestre clos le 30 juin 2016. Apex représente 2,2 % des produits, 7,7 % du résultat net de l'exercice, 19 % du total des actifs, 6,8 % des actifs courants, 20,3 % des actifs non courants, 1,5 % des passifs courants et aucun des passifs non courants présentés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le semestre clos le 30 juin 2016. Au cours des mois à venir, la direction effectuera un examen de la conception des CIIF de Samson et d'Apex et évaluera leur efficacité.

Par suite de l'acquisition mentionnée plus haut, la direction a dû ajuster son processus de consolidation pour intégrer la nouvelle filiale américaine. De nouveaux contrôles ont été mis en œuvre afin de donner une image fidèle de la situation financière de la Société au 30 juin 2016 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour le trimestre clos le 30 juin 2016.

INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de marché, risque lié aux fluctuations des cours boursiers, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Une analyse des risques et de la gestion de ces risques est présentée à la rubrique *Instruments financiers* du rapport de gestion pour l'exercice 2015 de la Société. La Société n'a relevé aucun changement important aux facteurs de risque touchant ses activités ni à la gestion de ces risques.

GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société se compose du capital social, y compris les actions assujetties à des restrictions, (du déficit) des résultats non distribués et de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par le prêteur.

Afin de maintenir sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt, et acquérir ou céder des actifs pour accroître sa performance et sa marge de manœuvre financières. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2016, la Société se conformait à l'ensemble des exigences réglementaires et dispenses.

JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes. Les méthodes comptables pour lesquelles la direction doit poser de pareils jugements et estimations sont décrites sous la rubrique *Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations* du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

Adoption de nouvelles IFRS

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers; elle pourrait toutefois influencer sur la comptabilisation des transactions et des arrangements futurs ainsi que sur la présentation d'informations financières dans les états financiers annuels 2016 de la Société.

Modifications de l'IFRS 11, Partenariats

En mai 2014, l'IASB a publié une modification à cette norme qui stipule que la comptabilisation s'appliquant aux regroupements d'entreprises doit être utilisée pour comptabiliser l'acquisition de participations dans une entreprise commune qui constitue une entreprise.

Modifications de l'IAS 38, Immobilisations incorporelles, et de l'IAS 16, Immobilisations corporelles

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à ces normes visant à introduire une présomption réfutable selon laquelle les méthodes d'amortissement basées sur les produits en ce qui a trait aux immobilisations incorporelles sont inappropriées.

Modifications de l'IFRS 10, États financiers consolidés, et de l'IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

En septembre 2014, l'IASB a publié des modifications à ces normes visant à clarifier le traitement de la vente ou de l'apport des actifs d'un investisseur à ses entreprises associées ou coentreprises. L'ampleur des profits et des pertes découlant de la vente ou de l'apport des actifs repose sur le fait que l'actif vendu ou ayant fait l'objet d'un apport est une entreprise ou non. En août 2015, l'IASB a publié un exposé-sondage qui propose de reporter pour une durée indéterminée la date d'entrée en vigueur de ces modifications.

Modifications de l'IAS 1, Présentation des états financiers

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à cette norme afin de clarifier l'importance relative, le regroupement et la ventilation des éléments présentés dans l'état de la situation financière, l'état du résultat net et l'état du résultat global de même que l'ordre de présentation des notes dans les états financiers.

IFRS publiées mais non encore adoptées

La Société n'a pas appliqué les IFRS nouvelles et révisées suivantes, qui sont publiées, mais qui n'ont pas encore été adoptées :

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a finalisé l'IFRS 9, combinant les étapes portant sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture du projet de l'IASB. L'IFRS 9 établit un modèle unique devant servir au classement et à l'évaluation des actifs financiers en fonction à la fois des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et du modèle économique qui consiste à détenir des actifs financiers. De plus, l'IFRS 9 prescrit un nouveau modèle de dépréciation applicable aux actifs financiers qui ne

sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Cette version intègre un nouveau modèle de dépréciation des pertes attendues et apporte des modifications de portée restreinte au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, et doit être appliquée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Cette norme doit être appliquée de manière rétrospective et l'adoption anticipée est permise.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme établit un cadre de référence général pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, à l'exception des contrats inclus dans le champ d'application des normes qui portent sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. En juillet 2015, l'IASB a confirmé sa décision de reporter de un an la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 15. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et doit être appliquée de manière rétrospective. L'application anticipée est permise.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB pour les contrats de location, soit l'IAS 17, qui exigeait que les preneurs et les bailleurs classent leurs contrats de location comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple et les comptabilisent différemment selon le type de contrat. L'IFRS 16 établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation de l'information concernant les contrats de location. L'IFRS 16 propose un modèle comptable unique pour les preneurs, où ceux-ci sont tenus de comptabiliser des actifs et des passifs pour tous les contrats de location de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et l'application anticipée est permise.

Améliorations annuelles des IFRS (cycles 2012-2014)

En septembre 2014, l'IASB a publié les améliorations annuelles issues des cycles 2012-2014, lesquelles comprennent des modifications de portée limitée apportées à un ensemble de quatre normes. Les modifications qui pourraient s'appliquer à la Société comprennent des modifications afin de fournir : 1) des indications précises dans les cas où une entité reclasse un actif détenu en vue de la vente comme actif détenu en vue de la distribution, et vice-versa, de l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, 2) des indications supplémentaires concernant la conservation d'un lien ou non lorsqu'un mandat de gestion vise un actif transféré et des clarifications concernant les informations à fournir sur la compensation dans les états financiers intermédiaires résumés de l'IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*, 3) une clarification à l'effet que des obligations de qualité supérieure utilisées pour l'estimation du taux d'actualisation des avantages postérieurs à l'emploi doivent être libellées dans la même monnaie que celle utilisée pour les prestations versées conformément à l'IAS 9, *Avantages du personnel*, 4) une clarification de l'expression « ailleurs dans le rapport intermédiaire » de l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. La plupart des modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2016 et l'application anticipée est permise. La Société est toujours en voie d'évaluer l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

Modifications de l'IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers à l'égard des activités de financement d'une entité. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et l'application anticipée est permise.

Modifications de l'IAS 12, Impôts sur le résultat

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Les modifications visent à clarifier la comptabilisation des actifs d'impôt différé pour les pertes non réalisées en ce qui a trait aux instruments d'emprunt évalués à la juste valeur. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et l'application anticipée est permise.

La Société est toujours en voie d'évaluer l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le BAIIA ajusté correspond à la différence entre, d'une part, le total des produits et, d'autre part, le total des frais de vente et charges générales et administratives (à l'exclusion de la rémunération hors trésorerie) et des frais des gestionnaires externes.

Le résultat net ajusté correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés, la dépréciation d'actifs non financiers après impôt, les frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Le résultat en trésorerie correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés, la dépréciation d'actifs non financiers après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement. Les mesures non conformes aux IFRS, comme leur nom l'indique, ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de

liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Bien que nous considérons les éléments exclus du calcul des mesures non conformes aux IFRS comme des éléments non récurrents et moins pertinents aux fins de l'évaluation de notre performance, certains de ces éléments pourraient se reproduire et ainsi réduire notre trésorerie disponible. À notre avis, la présentation des mesures non conformes aux IFRS décrites précédemment est ici indiquée. Cependant, comme ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires. En outre, comme il est possible que d'autres entreprises calculent des mesures non conformes aux IFRS différemment, ces mesures ne peuvent donc pas nécessairement être comparées avec des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent se répercuter sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2015 de la Société, sous la rubrique *Risques liés aux activités*. La Société n'a pas observé de changements importants dans ces facteurs de risque qui pourraient se répercuter sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

